

LE DEVOIR

VOL. LXXXIX - N° 242

MONTRÉAL, LE LUNDI 26 OCTOBRE 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Motus et bouche cousue

On en apprend des vertes et des vraiment pas mûres. Petit à petit, on nous met au fait de certains faits qui donnent froid dans le dos. À propos de quoi? Long Term Capital Management, firme experte, soi-disant, dans la gestion de produits dérivés. LTCM vient de sombrer trois ans après la déconfiture de la Barings, l'ex-banque de la royauté britannique. C'est à se demander si l'histoire, au fond, ne se répéterait pas.

Hélas, il faut commencer par certains chiffres. Avec seulement quatre milliards de dollars américains de capital de base, LTCM avait pris des positions sur divers marchés atteignant les... 200 milliards US. On prend ces 200, on les divise par le 4 d'en haut et on obtient 50. Cinquante fois plus! Afin d'éviter la faillite de cette firme, la Réserve fédérale, parce qu'elle a eu peur, à juste titre, d'une catastrophe financière internationale, a obligé 14 banques et institutions à injecter 3,6 milliards dans la firme en question.

Depuis la faillite technique de LTCM, d'autres chiffres sortent. Ainsi, l'Union des Banques Suisse (UBS), la plus imposante des institutions de ce pays, vient de déclarer une perte, tenez-vous bien, de... 780 millions US. Une perte liée exclusivement à LTCM. Paribas, une banque d'affaires française, vient d'annoncer une provision pour pertes de plusieurs millions de dollars à cause de LTCM. La Dresdner Bank of Germany vient de radier 145 millions. La Sumitomo Bank du Japon s'apprête à en faire autant pour l'équivalent de 100 millions US.

On passe sur les institutions américaines. Mais on s'arrête sur la Banque centrale d'Italie. Son patron, Antonio Fazio, est présentement sur la sellette pour avoir ordonné l'investissement de 100 millions US dans LTCM. Les mauvaises langues... Enfin, mauvaises... C'est à

voir! Toujours est-il que l'on dit que le patron de cette banque centrale avait agi de la sorte pour éviter que LTCM ne spéculé sur la lire italienne.

A titre indicatif, mentionnons enfin que les positions prises par LTCM sur la bourse parisienne atteignaient 30 % des valeurs inscrites. 30 %, ce n'est plus du pouvoir d'influence, mais bien du pouvoir pur et dur. Autre chose? Comme dans ces histoires les paradis fiscaux ne sont jamais très loin, on soulignera que le Liechtenstein Global Trust vient de gommer 30 millions US dans ses livres.

Il y a toutes ces pertes, ces pertes sèches, et il y a en avoir d'autres. Toutes aussi sèches. Mais il y a d'ores et déjà pire. La Chase Manhattan Bank était à la tête d'un syndicat financier qui avait accordé à LTCM une marge de crédit de 900 millions US, accrochez-vous bien, sans garantie. Bonté divine! 900 millions US sans garantie... Il doit y avoir un truc, une astuce.

Il est vrai qu'une astuce, John Meriwether, le patron et fondateur de LTCM, en avait élaboré une sérieuse. Une grosse, une belle, une énorme. Il faisait dans le contre-pied, le contraire. Il avait réussi à faire croire à tout le gratin de la finance internationale, les Citigroup, Desdner, Sumitomo, Paribas, UBS et combien d'autres, que rien ne valait l'aveuglement. C'est-à-dire? Son astuce consistait, en peu de mots, à ceci: vous investissez dans LTCM sans poser de questions. Sans nous obliger à vous informer.

Grâce à une enquête des journalistes du *New York Times*, on vient d'apprendre en effet que contrairement à ce que font la très grande majorité des firmes ou divisions de banques qui travaillent sur le front des produits dérivés, soit informer quotidiennement l'investisseur-client sur les positions prises en son nom, LTCM se contentait d'envoyer un bref message une fois par mois.

Pire, on a appris que le souci du secret, de la non-information, était cultivé à un point tel par la bande de Meriwether qu'au printemps dernier on a interdit aux cadres supérieures d'une banque suisse — la Bank Julius Baer —, de prendre des notes par écrit. Qu'on imagine! On a interdit aux clients, ceux qui mettaient l'argent sur la table, l'utilisation du crayon et du papier. Sidérant!

La non-information, le déficit de communication, le manque de compréhension... C'est exactement cela qui avait plongé, il y a trois ans maintenant, la Barings, la banque anglaise, dans le précipice. Qu'on se souvienne: Nick Leeson, courtier travaillant pour cette institution, avait convaincu ses patrons de le laisser agir à sa guise en matière de produits dérivés.

Et alors? Après enquête des journalistes du quotidien britannique *The Independent*, les bozozes de la Barings avaient fini par reconnaître, par avouer, que lorsque le jeune Leeson leur causait produits dérivés, ils ne comprenaient rien. Ils étaient les responsables de la Barings, ils ne comprenaient rien, ils ont laissé faire Leeson. Résultat? Des milliards partis en fumée.

Après coup, après cette déconfiture qui fut précédée par celles des caisses d'épargne américaines qui, au début de la décennie, n'ont emporté avec elles pas moins de 250 milliards US, les uns et les autres, on pense surtout aux organismes de surveillance, s'étaient juré d'éviter d'autres catastrophes du genre.

Même pas trois ans après la faillite de la Barings, la LTCM a failli emporter tout le gratin de la finance, ces têtes bien pleines, ces têtes soi-disant bien formées, dans un maelström énorme pour avoir fait du motus et bouche cousue sa loi fondamentale. Effrayant!

MÉTÉO

Montréal	Québec
Ensoleillé. Ciel variable en soirée.	Ciel variable. Max: 6 Min: -5
Max: 10 Min: -1	

Détails, page B 3

INDEX

Annonces..... B 7	Le monde..... A 5
Avis publics..... B 3	Les sports..... B 5
Culture..... B 8	Mots croisés..... B 7
Économie..... B 2	Planète..... B 4
Éditorial..... A 6	Religions..... B 6

www.ledevoir.com

CULTURE

Deux prix pour François Girard au Festival du nouveau cinéma, page B 8



ÉDITORIAL

L'éditorial de Bernard Descôteaux: Un maire pour Montréal, page A 6

LE MONDE

Bruits d'élections en Israël, page A 5



Enquête Sondagem—CKAC—Le Devoir

Les Québécois préfèrent Bouchard à Charest pour gérer le système de santé

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Nonobstant la performance décevante des péquistes dans le dossier de la santé, la population n'est pas disposée à en confier la gestion aux libéraux. En cette matière, elle fait encore plus confiance à Lucien Bouchard qu'à Jean Charest.

Un relevé de l'opinion publique, effectué par la maison Sondagem pour le compte de CKAC et du *Devoir*, montre que la façon dont le ministre Jean Rochon a mené la réfor-

me de la santé a exaspéré les Québécois: alors que près des deux tiers (60,7 %) se disent «peu ou pas du tout satisfaits», seulement 36,8 % se déclarent «très ou assez satisfaits».

Effectué entre le 17 et le 21 octobre auprès de 905 personnes, ce sondage indique que les gens ne sont pas pour autant disposés à remettre ce dossier entre les mains du chef du PLQ. «Pour améliorer le système de santé»: 34,4 % des Québécois feraient davantage confiance à un gouvernement dirigé par Lucien Bouchard; 33,1 % à Jean Charest; 19,2 % à ni l'un ni l'autre; 2,4 % aux deux. À cet égard,

10,8 % s'avouent indécis.

Par delà la désapprobation générale, ces données indiquent que les gens sont prêts à pardonner parce qu'ils savent que le gouvernement devait donner priorité à l'assainissement des finances publiques. Cette expression du sentiment populaire tend à donner raison au ministre Jean Rochon, qui a confessé s'être senti littéralement piégé par l'objectif du déficit zéro, dans une entrevue à *La Presse*: «Que ça devienne l'objectif envers et contre tout, je n'étais pas

VOIR PAGE A 8: SANTÉ

Controverse autour d'un portique chinois



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

DANSE des dragons, concert de pétards, battements de tambours, chants traditionnels et... coupe du cochonnet. C'est à l'occasion du festival de l'automne et des récoltes *Chung Yeung* que les arches chinoises, boulevard Saint-Laurent, ont été inaugurées en présence du maire Pierre Bourque et plusieurs centaines de membres de la communauté asiatique. Une fête qui a cependant occulté la controverse entourant la construction de ce second portique aux frais des Montréalais. Nos informations en page A 3.

Les automatistes à Paris

Un colloque et une exposition rappellent l'influence du Refus global en France

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Ils rêvaient de partir et ont échoué à Paris. La capitale française tiendra toujours une place unique dans leur art, écartelés qu'ils seront quelque part entre l'Amérique et l'Europe. Eux, ce sont les automatistes québécois dont on fête cette année les 50 ans du tonitruant *Refus global*. Un colloque, organisé au Centre culturel canadien de Paris, accompagné d'une petite mais admirable exposition, est venu rappeler cette semaine l'importance qu'ils ont eue non seulement au Québec, mais en France.

«Le Refus global est un texte fondateur très important», explique Harry Bellet, historien d'art et journaliste au quotidien *Le Monde*. Et cela, même s'il n'a à peu près pas été diffusé en France. «Lorsque les automatistes sont arrivés, dans les années 40, les Français ont découvert une peinture qu'ils n'avaient jamais vue. Malheureu-

sement, les automatistes se sont rapidement fait voler la vedette par les Américains.»

Leurs expositions, dans la petite galerie du Luxembourg, rue Gay-Lussac, fait maintenant partie de l'histoire de l'art d'après-guerre. Ils y côtoyaient Hartung, Picasso, Wols, etc. La manifestation consacra le mouvement dit de l'abstraction lyrique.

«Paris a eu une grande importance dans la formation même du groupe», explique Lise Gauvin, professeure à l'Université de Montréal et qui a proposé le thème de ce colloque. Tout au long de ces deux jours de discussion, ce sont surtout les témoignages des principaux acteurs de l'époque qui ont passionné le public.

Pour Fernand Leduc, Paris était un «ilot lumineux» où il chercha toujours «cette chaleur», qu'il avait connue à Montréal, sans pour autant la trouver. Ses contacts avec les surréalistes et An-

Charest pense pouvoir faire bouger le Canada

«Chrétien devra répondre de ses déclarations»

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Sherbrooke — Le premier ministre Jean Chrétien peut bien dire que le Québec ne peut rien espérer de plus dans le débat constitutionnel, le chef libéral Jean Charest demeure quant à lui convaincu, qu'une fois élu, il réussira à faire bouger le Canada en faveur des revendications québécoises.

Confirmé candidat du PLQ dans la circonscription de Sherbrooke, hier, M. Charest a vite été confronté aux affirmations du premier ministre fédéral, lors d'un point de presse qui a suivi son discours devant près de 300 militants.

Il a d'abord rejeté le blâme sur le gouvernement du Parti québécois et sur le premier ministre Lucien Bouchard, qui selon lui entretient la discorde constitutionnelle pour mieux faire avancer leur projet souverainiste.

«Un des choix qui s'offrent aux Québécois, a-t-il soutenu, c'est quatre autres années de chicane, de tiraillements et de perte de temps entre M. Bouchard et le gouvernement fédéral. Moi, en tant que chef du PLQ, j'ai l'intention de faire jouer le poids du Québec dans le cadre canadien et de retrouver nos alliés qui partagent notre avis sur les changements à la fédération et auxquels personne ne va échapper, pas plus le gouvernement fédéral actuel, que tous ceux qui cherchent à freiner le Québec.»

Pour M. Charest, la chaise vide du Québec dans les rencontres multilatérales «permet au fédéral de dire n'importe quoi», alors que toutes les autres provinces proposent des changements. «La volonté pour des changements est telle, a-t-il dit, qu'il n'y a pas une personne qui va réussir à la renver-

«La volonté pour des changements est telle qu'il n'y a pas une personne qui va réussir à la renver-

VOIR PAGE A 8: CHAREST

Lire aussi en page A 3

- François Macerola se joint au PLQ
- La priorité de Dumont: payer la dette
- Programme électoral du PQ: modération en tout



La tension monte entre les professeurs d'université et les chargés de cours

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Loin d'être un pont vers la carrière professorale universitaire, le statut de chargé de cours est trop souvent le tremplin d'une déqualification. En n'ayant pas accès à la recherche, cette «main-d'œuvre bon marché» s'éloigne en effet graduellement d'une composante essentielle de la vie du professeur, gaspillant ses compétences et son talent.

C'est ce que soutient la Fédération québécoise des professeurs d'université en réclamant une filière de recrutement auprès des diplômés universitaires, qui se préparent officiellement à la carrière professorale, notamment en participant à des collectifs de recherche. La Fédération réclame aussi des normes fixant le nombre de chargés de cours qu'un département peut embaucher. De telles normes sont présentement inexistantes.

Les professeurs estiment que l'étudiant sera moins bien servi si tous ceux qui enseignent au premier cycle sont des chargés de cours qui ne participent pas aux activités

VOIR PAGE A 8: AUTOMATISTES

VOIR PAGE A 8: PROFESSEURS

• LES ACTUALITÉS •

Avec 48,51 % des suffrages exprimés lors de la course à la direction du PC

Clark a perdu son pari

«J'aurais préféré une victoire au premier tour»

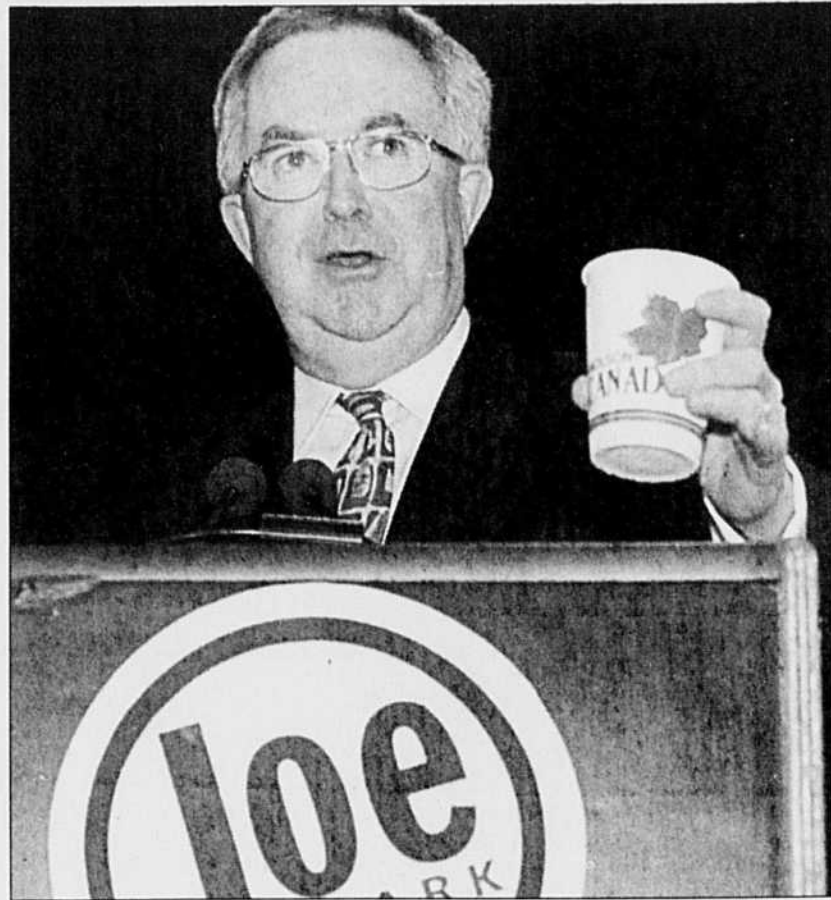
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — L'ex-premier ministre Joe Clark n'a pas réussi son pari. Il a failli remporter samedi la course à la direction du Parti progressiste conservateur du Canada.

Bon meneur, il a récolté 48,51 % des suffrages exprimés. Pour remporter une victoire décisive, il devait franchir le cap de 50 % plus un des voix au premier tour. Un deuxième tour aura lieu le 14 novembre. «Bien sûr, j'aurais préféré une victoire au premier tour de scrutin mais si ça prend un deuxième tour, je serai là», a-t-il déclaré hier au cours d'un point de presse.

M. Clark estime qu'il a le vent dans les voiles et qu'il peut gagner s'il maintient ses appuis. Il a reconnu cependant qu'il faudra faire un effort pour motiver les troupes, surtout que le deuxième scrutin pourrait fort bien coïncider avec une campagne électorale au Québec. L'ex-ministre des Affaires constitutionnelles de Brian Mulroney estime que ses appuis étaient forts dans huit provinces mais qu'ils étaient faibles en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, deux bastions de David Orchard. Un deuxième scrutin aurait pu être évité si les quatre autres candidats s'étaient ralliés derrière M. Clark. David Orchard n'a pas tardé à faire connaître ses couleurs. Il fut le premier à dire qu'il ne voulait pas concéder la victoire à M. Clark. L'avocat montréalais Michael Fortier aurait préféré «que les candidats se retirent pour le bien du parti».

«M. Clark était tellement près de l'objectif qu'il me semble malheureux



JIM YOUNG REUTERS

Joe Clark, samedi: des appuis forts dans huit provinces.

de s'engager dans trois autres semaines de combat.» Avec 3,8 % des voix, M. Fortier a été éliminé de la course, n'ayant pu obtenir 5 % des suffrages au

premier tour. «Ce n'était pas un vote contre moi mais un vote en faveur de la stabilité», a-t-il indiqué. M. Fortier était le seul à afficher clairement ses cou-

leurs en faveur de la réunification de la droite pour faire échec aux libéraux de Jean Chrétien. L'ex-chef de cabinet du premier ministre Brian Mulroney, Hugh Segal, est arrivé bon deuxième avec 19 % des voix, une performance un peu décevante de l'aveu même de M. Segal. Il croit cependant qu'il peut remporter la bataille au deuxième tour. Selon lui, le vote préférentiel pourrait réserver bien des surprises aux candidats. Les militants doivent indiquer leur premier, deuxième et troisième choix sur le bulletin de vote.

Lors de son discours, M. Segal a souligné qu'il souhaitait poursuivre le combat au deuxième tour. Il a tendu la main à «son ami» Michael Fortier en l'invitant à «jouer un rôle au deuxième tour». De même, il a souhaité que l'ex-ministre manitobain Brian Pallister, «une voix nouvelle de l'Ouest» reste dans l'arène au deuxième tour. La grande surprise de la soirée est venu du côté de David Orchard, un agriculteur de la Saskatchewan féroce opposé au libre-échange. Au grand étonnement du camp Clark, il a fait beaucoup mieux que prévu en prenant la troisième place avec 16,4 % des voix. M. Pallister qui prônait un retour aux vraies valeurs conservatrices, est arrivé quatrième avec 12,3 % des voix. Les conservateurs ont mis à l'essai un nouveau mode de scrutin pour élire leur chef. Plus de 90 000 militants avaient le droit de vote. Chacune des 301 circonscriptions valait 100 points. Pour gagner au premier tour, un candidat devait récolter 15051 points.

Malgré ses propos controversés

L'image de Chrétien est loin d'être ternie

Ottawa (PC) — Malgré ses remarques inconsidérées, le premier ministre Jean Chrétien jouit toujours de l'appui de Canadiens — du moins, selon des maisons de sondage.

Ces jours-ci, ses propos controversés sont scrutés à la loupe. Il est attaqué quotidiennement à la Chambre des communes pour la désinvolture avec laquelle il fait face aux crises. Il est la cible des caricaturistes des journaux canadiens qui tournent en ridicule ses commentaires cavaliers sur la façon dont la police a aspergé de poivre de Cayenne les manifestants au sommet de l'APEC, à Vancouver, en novembre dernier.

Les Canadiens en ont-ils pour autant assez de voir leur premier ministre se dérober sans jamais s'excuser pour ses remarques discutables? Non, si l'on se fie aux maisons de sondage qui ont tâté le pouls de l'opinion publique pour le compte de clients privés, ces dernières semaines, en tenant compte de la façon dont le premier ministre a traité l'affaire du «peppergate».

«Son niveau d'appui continue de croître», constate Donna Dasko, vice-présidente de la firme torontoise Environics.

«Nous n'avons vu aucun changement significatif», signale à son tour Bob Richardson, vice-président du Groupe Angus Reid.

M. Chrétien bénéficie toujours d'un confortable appui de 60 % dans les sondages d'opinion publique, en dépit des partis d'opposition qui répètent que les Canadiens commentent à en avoir assez d'un premier ministre qui n'est pas prêt à faire face aux problèmes.

«Je pense que le scandale de la sécurité au sommet de l'APEC a réellement secoué un grand nombre de Canadiens», soutient le leader du Parti réformiste, Preston Manning.

Au cours de la semaine passée, les élus de l'opposition n'ont cessé de s'en prendre à M. Chrétien, lui reprochant d'avoir laissé entendre que les manifestants à Vancouver devaient s'estimer chanceux d'avoir été aspergés de poivre de Cayenne par la police plutôt que battus à coup de bâtons

de baseball. Même des libéraux ne peuvent s'empêcher de tiquer — discrètement — devant la façon dont M. Chrétien a maladroitement transformé une enquête sur la sécurité au sommet de l'APEC en débat sur sa propre insensibilité et son arrogance.

Mais les observateurs de la scène politique décèlent un écart entre la façon dont le premier ministre est dépeint par l'opposition et les médias, et la façon dont il est perçu de la population.

Le président de la firme de sondage Compas, d'Ottawa, Conrad Winn, soutient que les Canadiens sont prêts à laisser beaucoup de corde à M. Chrétien parce qu'ils sont satisfaits, dans l'ensemble, de la façon dont les libéraux ont gouverné, et particulièrement de leur élimination du déficit.

Le simple fait qu'il soit à la tête du seul parti fédéral crédible lui permet de trouver grâce auprès des Canadiens, croit M. Winn.

Les médias plus durs que jamais

On semble également penser que les médias se font plus durs que jamais à l'endroit de M. Chrétien.

Dans l'enquête sur l'affaire des manifestants de l'APEC, la question concerne le degré d'implication du cabinet du premier ministre, voire de M. Chrétien lui-même, dans la répression policière d'étudiants qui manifestaient contre la présence de dictateurs asiatiques sur le campus.

M. Richardson, du Groupe Angus Reid, estime que le public est encore prêt à donner à M. Chrétien le bénéfice du doute, mais que ses commentaires sur les bâtons de baseball pourraient se retourner contre lui, selon l'issue de l'enquête.

Peter Donolo, le directeur des communications du premier ministre, écarte du revers de la main toute hypothèse de désillusion de la population à l'égard de son patron.

«Ils ont l'habitude de l'entendre dire ce qu'il pense, ils sont souvent d'accord avec lui, parfois, ils ne le sont pas, mais toujours, ils savent qu'il ne dit pas de choses pour les flatter ou pour être «politiquement correct»», affirme-t-il.

Gates sur la sellette au procès de Microsoft

Washington (AP) — Le président de Microsoft, Bill Gates, sera sans conteste le point de mire de la deuxième semaine du procès pour monopole de Microsoft, même s'il ne sera pas physiquement sur place.

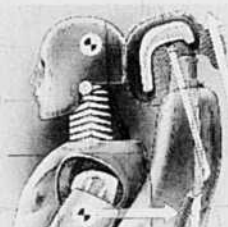
M. Gates, l'homme le plus riche de la planète et reconnu pour son tempérament agressif, a subi un long interrogatoire des avocats du gouvernement l'été dernier. Pendant près de trois jours, dans une salle de conférence sans fenêtre du siège social de Microsoft, près de Seattle, M. Gates a tenu tête aux meilleurs avocats de Washington qui visent à le faire

passer pour un «prédateur monopolistique». Mardi, les avocats du gouvernement comptent déposer plusieurs heures de témoignage vidéo de M. Gates recueillis lors de cet interrogatoire. Les bandes vidéos seront ensuite remises aux réseaux télévisés pour diffusion.

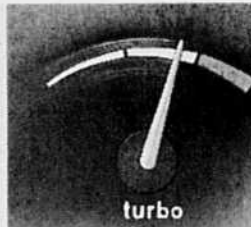
À la fois admiré et méprisé, en raison de la place qu'occupe Microsoft dans l'industrie, Bill Gates admet, lors de l'interrogatoire, avoir craint que l'avenir de son logiciel Windows ne soit menacé par le logiciel d'accès à Internet de Netscape Communications Corp. Le programme de langage informatique

de Netscape, appelé Java, peut en effet fonctionner sans Windows. Le gouvernement soutient que Microsoft a contre-attaqué Netscape, d'abord en offrant illégalement de diviser le marché du logiciel Internet avec son rival, puis en tentant d'écraser Netscape avec son propre logiciel Internet Windows, utilisé aujourd'hui dans plus de 80 % des ordinateurs personnels aux États-Unis.

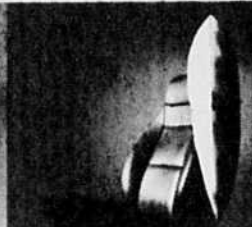
Pour la direction de Microsoft, la vue de Bill Gates esquissant les questions des avocats du gouvernement pourrait s'avérer un désastre en termes de relations publiques.



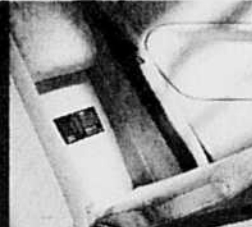
Appuie-tête actif pour une protection accrue



Moteur turbo Ecopower de 2 litres, 185 hp



Sacs gonflables latéraux et frontaux pour le conducteur et le passager avant



Accoudoir central arrière avec trappe pour le transport d'objets longs



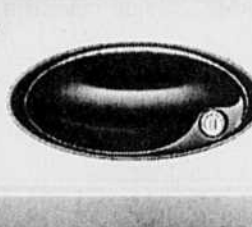
Affichage facultatif de nuit



Commandes des fonctions audio au volant



Sièges avant chauffants



Verrouillage de sécurité antivol

TOUT EST DIT QUAND ON CHOISIT D'ACHETER
UNE AUTO DE 35 000\$ ALORS QU'ON PEUT
S'EN PAYER UNE DE 60 000\$

34 120\$[†]

418\$/mois*

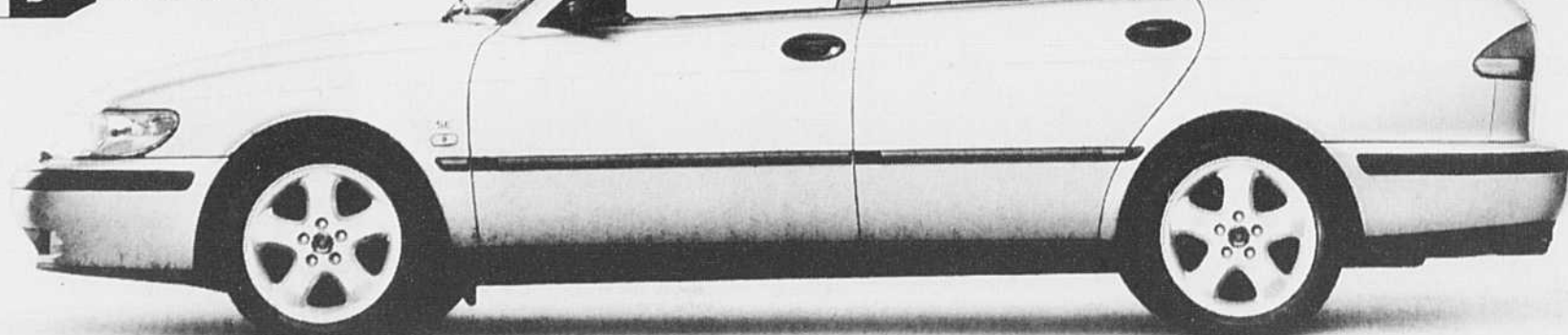
Bail de 36 mois. Transmission manuelle.
4750\$ comptant
(transport, préparation et taxes d'accises inclus)

Pourquoi jeter votre argent par les fenêtres en achetant un véhicule plus cher alors que la SAAB a tout d'une voiture de luxe? En plus d'être abordable, elle vous offre fiabilité, confort et sécurité. Faites un placement intelligent. Pensez SAAB.

1 888 888 SAAB WWW.SAABCANADA.COM

SAAB

93 1999



Saab 9-3 1999 avec boîte de vitesses manuelle (15A). Véhicule illustré montre de l'équipement disponible en option. *Cette mensualité est calculée sur un bail LocationPlus de 36 mois et comprend le transport et la préparation à la route. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement vous sera demandé. Par ailleurs, le versement initial à payer (ou l'échange équivalent) sera de 4750 \$ plus taxes. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km (basé sur un programme de bas kilométrage) et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités convenant à votre budget. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Disponible chez votre détaillant Saturn Saab Isuzu

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassauto.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca/saturnbrossard/

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

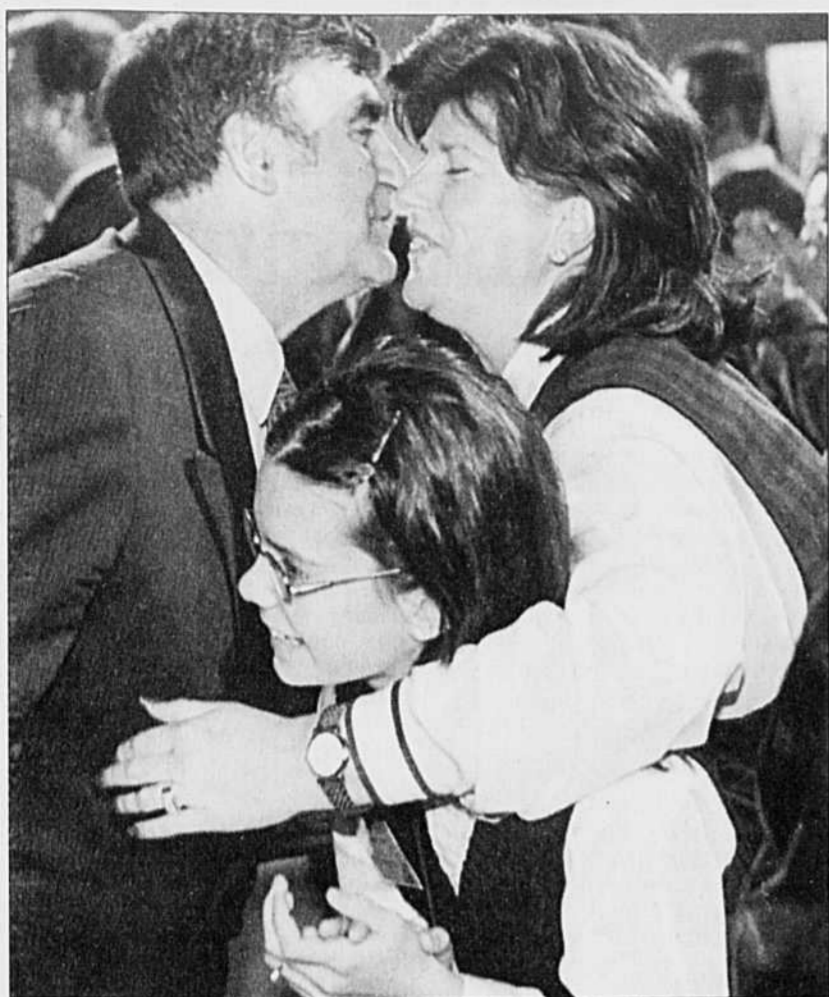
Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca/saturn
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

West Island Saturn Saab Isuzu
10333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
(514) 684-3161
(Entre des Sources et Aut. 13)

• LES ACTUALITÉS •



Shaun Best Reuters
Lucien Bouchard accueilli par des supporters samedi au conseil national du PQ à Montréal.

Programme électoral du Parti québécois

Modération en tout

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Le programme électoral que la direction du Parti québécois a soumis en fin de semaine aux membres du conseil national est dénué d'audace, un document coloré d'un souci de retenue, un texte qui s'inscrit dans la continuité de la modération.

En fin de mandat, le gouvernement a été maintes fois mis en cause sur les questions de la santé et de la langue d'affichage. À ces deux chapitres, la plateforme électorale péquiste ne redéfinit pas les orientations politiques du gouvernement sortant, les engagements précis sont d'une grande timidité.

En ce qui concerne la langue, le PQ proclame son intention de poursuivre l'application de la politique linguistique, en mettant l'accent tout particulièrement sur la francisation en milieu de travail et sur l'amélioration de la qualité de la langue française.

En matière de francisation des entreprises, l'Office de la langue française mènera à terme durant les trois prochaines années les programmes de francisation en voie d'élaboration depuis plus de dix ans dans des entreprises de 50 employés et plus. Il existe actuellement environ 200 de ces programmes.

Dans l'espace d'un paragraphe, le PQ effleure le cas de la communauté anglaise. Il y formule son intention de demeurer résolument fidèle à son engagement à l'égard des droits de la communauté anglophone.

Dans le domaine de la santé, les engagements sont un peu moins timorés. Les péquistes s'engagent à mettre sur pied six nouveaux centres ambulatoires; au Centre hospitalier de l'Université de Montréal; au Centre hospitalier universitaire de l'Université McGill; à l'Hôpital Sacré-Cœur; à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont; à Laval et dans la région de Lanaudière.

Le PQ promet aussi de réduire de 19 % à 15 % le nombre de patients devant passer plus de 24 heures à l'urgence. S'il est reporté au pouvoir, il investira pour assurer de meilleurs soins à domicile, dont les soins infirmiers. Des ser-

vices seront développés pour permettre le soutien (répit, dépannage, services d'assistance, etc.) aux familles de convalescents ou à celles ayant à charge une personne âgée ou une personne handicapée.

Il s'engage à poursuivre ses politiques d'ouverture de nouvelles places d'hébergement et de rehaussement des budgets des centres d'hébergement, pour tenir compte du vieillissement d'une partie des clientèles qui nécessitent un niveau de soins plus élevé. Il révisera le mode de fixation des places en faculté de médecine et en spécialité, de manière à tenir compte des nouvelles particularités de la pratique médicale et de l'impact du vieillissement de la population.

En éducation, le PQ exprime son intention d'effectuer une étude sur le financement des universités et de définir à leur intention une politique d'ensemble. L'améliorera le soutien aux élèves de milieux défavorisés et accentuera l'intervention auprès des jeunes en difficulté d'apprentissage. Il poursuivra la réforme de l'éducation particulièrement en ce qui concerne le renforcement de l'enseignement des matières de base au primaire et au secondaire.

Le dernier chapitre de ce document de 69 pages est consacré à la souveraineté, «un geste de confiance en soi». Le virage y est confirmé: «le référendum doit se faire dans des conditions gagnantes pour le Québec». Chargé de présenter le programme électoral, le ministre Bernard Landry s'est montré encore plus évasif en déclarant que ce référendum n'aurait pas nécessairement lieu au cours du prochain mandat.

À l'issue du conseil national, le premier ministre Bouchard s'est présenté devant la presse en compagnie de ses piliers: Bernard Landry, Pauline Marois, Louise Harel et Jean Rochon. Il y a quelque part un fin stratège qui a fait comprendre à son chef qu'une campagne électorale ne doit pas se jouer en solo et qu'il faut mieux projeter l'image de l'équipe. Ce que Jean Charest n'est pas en mesure de faire. En ajoutant deux chaires pour Nicole Léger et Joseph Facal, on aurait aussi donné l'impression de rajeunissement.

Promesse non tenue, dit la FEUQ

LE DEVOIR

Le gouvernement du Parti québécois n'a pas tenu sa promesse de faire adopter pendant son mandat une loi permettant aux étudiants d'être consultés sur leurs conditions économiques. Cette loi devait permettre la création d'une commission — au sein de laquelle les étudiants occuperaient la moitié des sièges — qui serait nécessairement consultée avant toute modification au régime d'aide finan-

cière aux étudiants ou aux droits de scolarité. Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Nikolas Ducharme, a déploré hier le fait que «le gouvernement n'a [it] pas rempli ses engagements». Le leader étudiant, qui réunissait le conseil d'administration de la FEUQ en Abitibi ce week-end, a ajouté que ce gouvernement devra être très convainquant au cours de la campagne électorale s'il veut s'attirer le vote des étudiants.

François Macerola se joint à l'équipe de Jean Charest

Le directeur de Téléfilm Canada affrontera Cliche dans Vimont

«Cette campagne électorale est une des plus importantes du siècle et je ne voulais pas regarder passer le train»

Après avoir annoncé la semaine dernière la candidature de l'écrivain Roch Carrier dans la circonscription de Crémazie, et du constitutionnaliste Benoît Pelletier dans Chappleau, l'équipe libérale de Jean Charest doit annoncer celle de François Macerola, directeur de Téléfilm Canada.

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Le directeur de Téléfilm Canada François Macerola quitte l'arène culturelle pour faire le saut en politique. Il rejoint l'équipe Charest du PLQ et fera campagne à Laval dans la circonscription de Vimont contre l'actuel ministre du tourisme David Cliche. Des rumeurs avaient circulé au sujet de son atterrissage en politique, mais c'est vendredi dernier qu'il a rencontré le personnel de Téléfilm pour annoncer son départ et franchir le Rubicon. Peter Katadotis, le directeur des opérations, assurera l'intérim à l'institution fédérale jusqu'à la prochaine nomination, un processus qui pourrait prendre de trois à six mois.

En entrevue au *Devoir*, François Macerola parlait de nouveau défi à relever, d'envie de quitter un univers qu'il connaît bien pour affronter du nouveau. Il avait déjà songé à faire le saut en politique fédérale, n'arrivant pas alors à se décider. À 55 ans, ça y est, il se lance dans l'arène libérale québécoise. «J'ai toujours été de l'autre côté de la clôture, développant des programmes mais sans jamais participer à l'élaboration du plan d'ensemble, affirme-t-il. Jean Charest m'apparaît comme un homme d'avenir et son programme doté d'une vision vraiment intéressante. Cette campagne électorale est une des plus importantes du siècle et je ne voulais pas regarder passer le train.»

Visé-t-il le ministère de la Culture, advenant sa victoire et celle de son

parti? Le PLQ, qui n'a pas tant de candidats de prestige à se mettre sous la dent, pourrait bien être tenté d'offrir à Macerola ce poste de commandement s'il sortait vainqueur du scrutin. Il refuse pour l'heure d'en commenter l'éventualité, affirme concentrer son tir dans sa campagne à Laval en vue de son élection, mais souhaite d'une façon ou d'une autre participer au débat sur la culture et les Communications.

François Macerola avait auparavant occupé divers postes de commande à l'Office national du film dont celui de Commissaire à la cinématographie de 1984 à 1989. À la tête de Téléfilm Canada depuis mars 1995, il part avant la fin de son mandat qui devait se terminer en mars 2000.

On se souvient qu'il avait été pris dans une tempête à Téléfilm en avril dernier alors que le scandale du fonds des câblodistributeurs éclatait et que son leadership se voyait contesté de toutes parts. Il affirme que les choses s'étaient tassées depuis, que sa crédibilité n'avait plus de

plomb dans l'aile et qu'aucune pression n'est venue hâter son départ.

«J'aurais aimé achever mon mandat, mais on prend le train des élections quand il passe.» En guise de bilan de son administration à Téléfilm, François Macerola se dit satisfait du fonds accordé à la télévision, des acquis en terme de multimédia. Reste la lancinante question du long métrage, toujours sous-financé, dont la gestion pas très transparente entre les mains de Téléfilm avait fait l'objet de critiques virulentes. François Macerola faisait partie cette année du comité consultatif chargé de revoir les politiques du long métrage, lequel visait notamment la création d'un fonds supplémentaire pour le cinéma. «Les recommandations du comité seront déposées en novembre, et je crois que la ministre Sheila Copps devrait accueillir le dossier du long métrage avec autant d'enthousiasme que celui de la télévision», estime-t-il. Il ne sera toutefois plus là pour jouer les chiens de garde dans le suivi d'un dossier difficile qui perd un pilote.

Payer la dette est la plus grande priorité, croit Dumont

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Accusant le gouvernement péquiste de mettre de côté «l'équité entre générations», le chef de l'Action démocratique du Québec Mario Dumont veut que d'éventuels surplus budgétaires servent exclusivement au remboursement de la dette publique.

«Les intérêts sur la dette — un peu plus de six milliards par année —, c'est la seule source que les gens de ma génération voient pour payer les soins de santé dans 10-15 ans et pour répondre au déséquilibre de la pyramide des âges», a soutenu, hier, Mario Dumont au cours d'un point de presse à Montréal.

«Le PQ dit qu'une fois qu'on a éliminé le déficit, on repart dans les dépenses plutôt que de commencer à payer la dette pendant qu'il y a encore un nombre suffisant de contribuables et qu'on a encore la possibilité d'établir une certaine forme d'équité entre les générations», a déclaré le chef de l'ADQ. Selon lui, les besoins en soins de santé et en services sociaux se feront de plus en plus criants à mesure que la population vieillira et il est «impensable» d'augmenter la charge fiscale des contribuables de demain — les jeunes d'aujourd'hui — pour faire face à la situation.

Par ailleurs, Mario Dumont s'est réjoui du fait que «la campagne, depuis 48 heures, s'est précisée sur l'enjeu constitutionnel». D'un côté, si le PQ est élu, il

«on est relaxé dans un référendum» et «ils vont avoir en tête de créer artificiellement les conditions gagnantes» d'une telle consultation. De l'autre côté, Jean Charest «laisse entendre qu'avec lui, la défense des intérêts du Québec, ce sera de l'histoire ancienne».

«M. Charest a placé la barre extrêmement bas. M. Chrétien a bien compris le message de M. Charest: «Vous n'avez pas de revendications spécifiques à nous formuler sinon quelques ententes administratives. Ça tombe bien: on ne vous offre rien», a résumé M. Dumont.

«J'ai l'impression que Jean Charest aura compris, avec les déclarations de M. Chrétien, qu'il y a un vieux principe en politique qui s'applique aux relations Québec-Ottawa, c'est qu'il vaut mieux être craint et respecté qu'aimé et abusé», a-t-il poursuivi. Cette polarisation entre le PQ et le PLQ favorise, selon M. Dumont, la position de l'ADQ qui prône l'adoption par l'Assemblée nationale d'une «Loi sur la proposition québécoise de paix constitutionnelle». Cette proposition reprend le cadre constitutionnel énoncé dans le rapport Allaire, ce qui servirait de base à une négociation en profondeur entre le Québec, Ottawa et les autres provinces. Le dernier avis de la Cour suprême portant sur la sécession du Québec comporte une obligation de négocier des membres de la fédération dans le cas où le Québec ferait une proposition de modification de la Constitution, rappelle l'ADQ.



Mario Dumont

Chrétien est arrogant, dit Duceppe

PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre fédéral Jean Chrétien est «arrogant» lorsqu'il affirme avoir satisfait aux demandes traditionnelles du Québec en matière constitutionnelle, a estimé hier le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. M. Chrétien vit dans un autre monde, qui

n'a rien à voir avec la réalité québécoise, a estimé M. Duceppe lors d'une entrevue téléphonique accordée au réseau NTR, depuis Québec. Le chef bloquiste a par ailleurs dit croire que les propos tenus par le premier ministre fermaient la porte au PLQ et à Jean Charest, en ce qui a trait à leur position sur le caractère distinct du Québec.

Bourque inaugure un second portique chinois

Doré qualifie cette dépense d'inutile

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Quatre mois et un demi-million de dollars plus tard, le maire Pierre Bourque était tout heureux hier de célébrer l'inauguration d'un second portique chinois. Deux arches qui, tout en soulignant la contribution de la communauté chinoise au développement de Montréal, faciliteront selon lui l'ancrage du Quartier chinois au centre-ville et attireront de nouveaux investissements.

Mais la gaieté de la cérémonie d'hier aura toutefois occulté la controverse entourant la construction de ce portique qui a coûté 617 000 \$ à la Ville de Montréal, et ce, bien que le Quartier chinois possède déjà un portique, rue de la Gauchetière. Plusieurs organismes culturels et communautaires chinois reprochent en effet à la Ville d'avoir donné la priorité à ce projet qui ne figurait qu'en toute fin du Plan de développement du Quartier chinois adopté le 28 mars 1998 alors qu'ils réclament depuis quelques années l'ouverture d'un centre culturel qui regrouperait sous un même toit une bibliothèque, des salles d'exposition, des installations récréatives ainsi qu'un centre de jour. Ce projet stagne alors que l'édifice qui l'abriterait, loué par Montréal pour la somme symbolique de 1 \$ par année, n'attend que d'être rénové.

«On le fera le centre, mais Montréal ne peut pas le faire toute seule, a répété inlassablement M. Bourque. C'est un projet de deux ou trois millions et il faut que les gouvernements provincial et fédéral s'impliquent aussi.»

De son côté, Jean Doré, qui a réintégré la course à la mairie de Montréal, a jugé que la construction du portique constituait une dilapidation de fonds publics. «Dépenser près de trois quarts de

million de dollars de fonds publics alors qu'il y a avait déjà un portique dans le Quartier chinois et que la communauté avait d'autres priorités, c'est clair que je me serais opposé à cela si j'avais été au conseil lorsque le projet a été voté. L'argent aurait été plus utile pour un centre communautaire.»

Le retour de Doré

Persuadé que son retrait ne changerait rien à la donne électorale et qu'il n'aurait pas l'opportunité de la division du vote d'opposition en faveur de la réélection de Pierre Bourque, Jean Doré a en effet décidé samedi midi qu'il resterait dans la course à la mairie.

«A défaut pour mes adversaires de mettre leurs intérêts partisans de côté pour prioriser Montréal, il fallait réveiller les Montréalais pour que la catastrophe appréhendée [la réélection de Pierre Bourque] ne se réalise pas.»

Le chef d'Équipe Montréal a réalisé que son sacrifice n'apporterait pas nécessairement plus de votes à Jacques Duchesneau, le seul autre adversaire réellement en mesure de battre le maire sortant, mais bien au leader du RCM, Michel Prescott, qui ne voulait rien savoir.

«S'il y a quelqu'un qui doit assumer la responsabilité de contribuer indirectement à la réélection de Pierre Bourque, c'est Michel Prescott. Non seulement il divise les votes, mais il n'a fait absolument aucune contribution au débat et les idées qu'il défend ne sont pas différentes de celles d'Équipe Montréal.»

Jean Doré a soutenu que sa volte-face n'a pas semé la confusion chez ses partisans potentiels. «Au contraire, je crois que ça les a secoués. Je crois que ça a réveillé les Montréalais et ça leur a fait comprendre l'importance de voter stratégiquement. Un vote pour Michel Prescott, c'est un vote de perdu.»



GUÉRIN

Directrice de la collection: Lama' a Habbouche Yammine

COLLECTION SUCCESS

Anglais - Langue seconde au primaire
3^e à 6^e année - Cahiers et corrigés

Guérin, éditeur est heureux de vous présenter la nouvelle collection *Success*, conçue pour l'enseignement de l'anglais langue seconde au primaire. Cette collection, qui comprend un cahier d'activités et un corrigé pour les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e années, a été élaborée de façon à répondre aux exigences des objectifs du MEO.

L'approche adoptée lors de la conception de ces ouvrages reflète notre volonté d'offrir un enseignement de qualité par le biais d'activités intéressantes et stimulantes. Ces cahiers d'activités sont vraiment complets. Ils contiennent tous les outils nécessaires pour rendre attrayant et efficace l'enseignement de l'anglais langue seconde.

Enfin, le corrigé, qui est en fait un guide d'enseignement complet, contient des notes pédagogiques, le corrigé des activités ainsi que des fiches reproductibles. Alors, empruntez avec nous le chemin du succès et découvrez sans délais la collection *Success*!

Siège social:

GUÉRIN, éditeur Ltée, 4501, rue Drolet, Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481 Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>



Source: RAMQ

DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

Importations
Jacardi Inc.
Depuis 25 ans

VÊTEMENTS POUR HOMMES
FABRIQUÉS EN ITALIE

Vêtements et accessoires
de marques renommées
au prix de gros

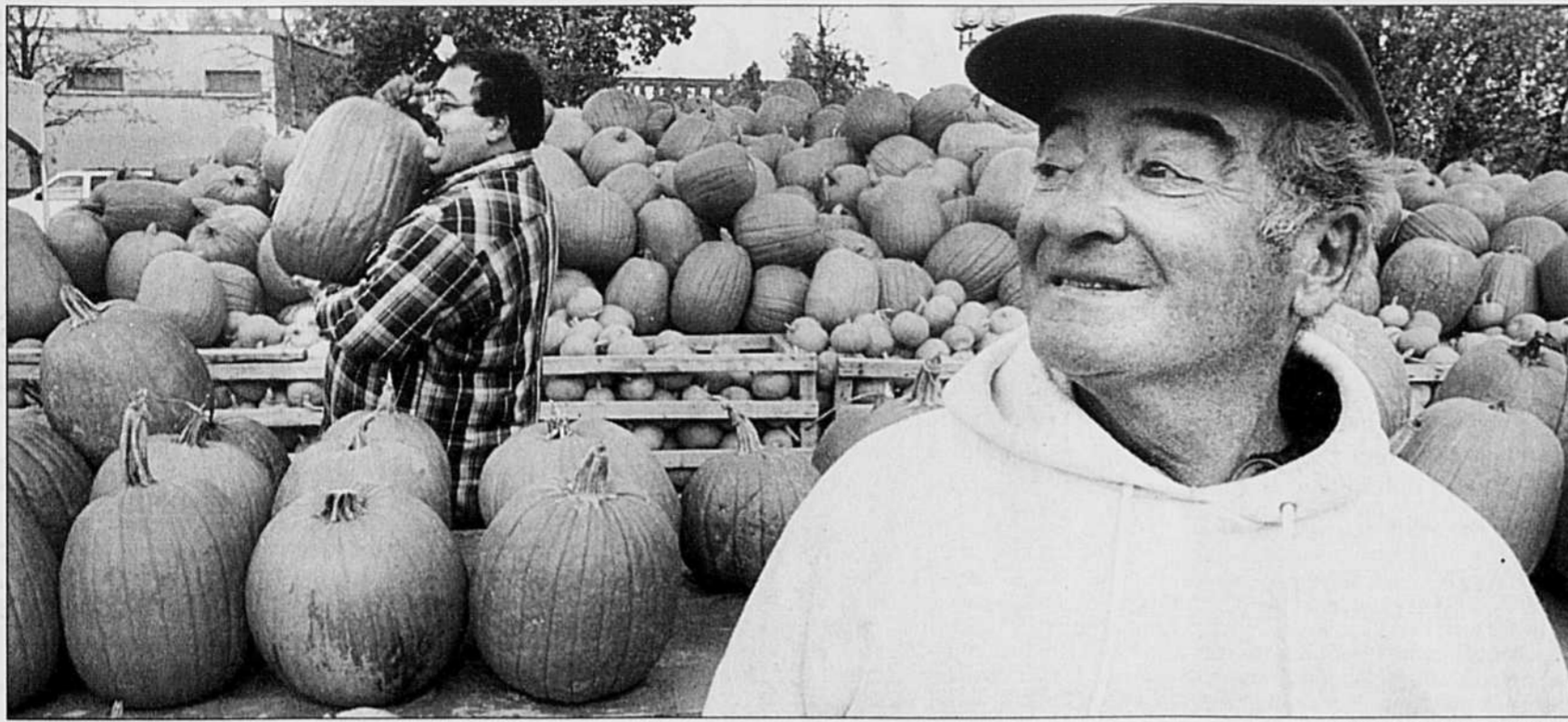
LUN VEN 10 h à 18 h SAM 10 h à 16 h
Soir sur rendez-vous

2015 Drummond (coin Maisonneuve)
Montréal (514) 845-6067

Nouveau local
Suite 102

• LES ACTUALITÉS •

Sourire d'automne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'EST LE TEMPS DES CITROUILLES et Robert Lefrançois, vendeur de légumes depuis un demi-siècle au marché Atwater est tout sourire. Est-ce à cause d'Halloween? Son fils René ne perd pas de temps à répondre: la courge arrondie permet à la famille de faire quelques sous de plus avant la morte saison et n'est-ce pas ce qui compte dans la vie où les questions terre-à-terre font partie du pain quotidien?

Publication d'une biographie de l'héritier du Trône

Charles traîne Diana dans la boue

Londres (AFP) — La publication d'une biographie du prince Charles, largement inspirée par son entourage et peu amène envers Diana, a rallumé hier la controverse autour du mariage acrimonieux du couple royal, et valu de sévères critiques à l'héritier du Trône dans la presse.

L'auteur de l'ouvrage *Charles: victime ou coupable?*, Penny Junor, qui aurait interrogé plus d'une trentaine d'amis et de proches du prince, a déclaré avoir voulu «expliquer ce qui s'est réellement passé dans ce maria-

ge», 14 mois après la mort de la «reine des cœurs». «Jusqu'à présent, personne n'a tenté de raconter l'histoire dans son intégralité», a-t-elle dit au *Mail on Sunday*, qui a commencé à publier les meilleures pages de l'ouvrage, promis à devenir rapidement un best-seller. Le journal aurait déboursé 500 000 livres pour en obtenir la primeur.

Le résultat est détonant. La biographie rend la princesse de Galles responsable de l'échec du mariage «du siècle» en affirmant qu'elle a été infidèle la première, en succombant

aux charmes de l'un de ses gardes du corps. L'accusation écorne la thèse solidement établie depuis plusieurs années dans le pays, selon laquelle l'union n'avait pas résisté à la relation extra-maritale du prince Charles et de son amie de toujours Camilla Parker-Bowles.

Une thèse qui a longtemps valu l'opprobre du public à Charles et à sa maîtresse. Le livre brosse le portrait d'une Diana immature, colérique, jalouse, celui d'une femme qui aurait rendu la vie impossible à son mari. Penny Junor soutient

même que la princesse de Galles appelait la nuit Camilla pour la menacer de mort. «J'ai envoyé quelqu'un pour te tuer. Ils sont dehors dans le jardin. Regarde par la fenêtre. Tu peux les voir», a-t-elle dit à en croire l'ouvrage. Le Palais de Buckingham s'est empressé d'affirmer hier que la biographie n'était «ni officielle, ni autorisée». Mais la presse dominicale avait du mal à le croire. L'auteur est connue pour être une admiratrice de longue date de l'héritier du Trône et a eu un accès particulièrement aisé à son entourage.

Les économistes sont divisés

La récession n'est pas inévitable

Toronto (PC) — Des économistes sont d'avis que les signes annonçant une récession prochaine au Canada se multiplient, avec le risque de voir augmenter le chômage — mais la récession n'est pas inévitable, ajoutent-ils.

Ils évaluent à 50 % les risques que le Canada entre en récession l'an prochain si plus d'efforts ne sont pas entrepris pour faire rouler sans à-coups le moteur de l'économie canadienne.

La confiance des consommateurs demeure l'ingrédient-clé du maintien de ce moteur en bon état de marche, disent-ils.

De bas taux d'intérêt, de meilleures prestations d'assurance-emploi ainsi qu'une augmentation des dépenses du gouvernement pourraient lui injecter le carburant nécessaire.

Cependant, même si on parvient à éviter la récession, des moments difficiles attendent l'économie canadienne, qui a subi un ralentissement marqué ces derniers mois par suite de la crise économique mondiale et du plongeon des prix des matières premières.

«Dans le meilleur des cas, prévient l'économiste du travail Jim Stanford, c'est une période de non-croissance qui nous attend. Que cela tourne à la récession ou pas dépend de la réaction des marchés financiers, des investisseurs et des gouvernements, dit-il.»

Au cours du dernier mois, le taux directeur de la Banque du Canada a été abaissé d'un demi-point et on s'attend généralement à une autre baisse le mois prochain. C'est ce qu'il faut, et même plus, soutient M. Stanford, économiste du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, à Halifax.

À la plus grande banque canadienne, la Royale, l'économiste en chef partage ces préoccupations. Les difficultés économiques sont loin d'être terminées et cela va continuer à se faire sentir sur l'économie, croit John McCallum.

Le scénario le plus plausible, dit-il, est une croissance du PIB (produit intérieur brut) cette année, suivie d'une croissance de 2 % en 1999 et 2000. Mais il existe une réelle possibilité de

récession, ajoute-t-il, laissant entendre que les États-Unis ont une chance sur trois d'avoir une récession, laquelle s'étendrait rapidement au Canada. Mais la récession au Canada serait alors peu profonde et de courte durée, à son avis.

Les bas taux d'intérêt, qui contribuent à stimuler les dépenses des consommateurs, sont absolument cruciaux si l'on veut éviter une récession, soutient M. McCallum. Mais l'effet des baisses de taux d'intérêt prend du temps à se faire sentir auprès des consommateurs, un délai qui pourrait être fatal.

À l'heure actuelle, la confiance des consommateurs — et leurs dépenses — semblent fléchir. Statistique Canada signalait que les ventes au détail ont diminué de 0,2 % en août.

Plusieurs analystes notent que les consommateurs sont très sensibles tant à la sécurité de l'emploi qu'au coût du loyer de l'argent. Et bien que le niveau d'emploi doive croître en 1998 et au cours des deux années subséquentes, le taux de chômage demeurera en moyenne de 8,4 % au cours de cette période, prédit la Banque Royale.

M. Stanford craint pour sa part que l'actuel taux de chômage ne grimpe au-dessus de 9 % au cours des prochains mois, et si l'économie entre en récession, il pourrait excéder les 10 % en un an. La peur de voir le chômage augmenter pourrait inciter les consommateurs à garder leur portefeuille bien fermé, dit-il.

Injecter davantage de fonds dans l'aide aux chômeurs et les autres programmes sociaux pourrait rassurer les Canadiens, en renforçant le filet de sécurité sociale, fait-il valoir.

M. McCallum, de son côté, suggère qu'Ottawa stimule l'économie, soit par des dépenses fédérales accrues, soit des réductions d'impôts.

Entre-temps, la firme comptable Ernst and Young n'hésite pas à prédire une croissance de 3,5 % cette année, et de 1,9 % en 1999.

Le Conference Board du Canada ne croit pas non plus à la menace d'une récession.

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

Rédacteur/réviseur

Communimed, une entreprise de communication médicale innovatrice, est actuellement à la recherche d'un(e) rédacteur(trice)/réviseur(e).

À titre de membre de notre dynamique équipe de rédaction, vous serez appelé(e) à rédiger et à réviser des textes de nature très variée, notamment du matériel de formation à l'intention des patients et des programmes de formation continue destinés aux pharmaciens.

Vous avez de l'expérience en révision, une formation dans le domaine de la rédaction de même qu'une formation ou de l'expérience en sciences de la santé ou en pharmacie.

Vous avez une excellente connaissance du français, rédigez avec aisance et êtes capable de travailler de façon très efficace. Vous aimez le contact avec les clients, les professionnels de la santé et vos collègues de travail. De plus, vous vous exprimez sans difficulté dans les deux langues officielles.

Communimed offre un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae accompagné de textes que vous avez rédigés aux responsables de la rédaction avant le 6 novembre 1998.

Communimed

1255, avenue Greene, 5^e étage, Westmount, Québec H3A 2A4
Télécopieur: (514) 931-0877

Avocat

Entreprise oeuvrant dans des domaines variés (communications, films, environnement, financement et autres) recherche un avocat d'au moins 4 années de pratique active dans les différents domaines du droit commercial et corporatif. La maîtrise du français et de l'anglais à l'oral et à l'écrit est absolument nécessaire.

Faire parvenir C.V. au plus tard le 30 octobre 1998 à:

Emploi Avocat, 85 ouest rue St-Paul, Suite 500,
Montréal (Québec),
H2Y 3V4;
télécopieur: (514) 847-1125

PROFESSEURS-ES RÉGULIERS-ÈRES EN FINANCE (DEUX POSTES)

DÉPARTEMENT DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ÉCOLE DES SCIENCES DE LA GESTION

Spécialisation en finance d'entreprise (évaluation d'entreprise ou politiques et stratégies financières)

Spécialisation en gestion des risques, en évaluation des actifs et en ingénierie financière

SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux trois cycles d'études
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

EXIGENCES

- Doctorat dans le domaine ou dans une discipline connexe
- Expérience pertinente d'enseignement universitaire
- Recherche et publication
- Intérêt pour la recherche universitaire autonome et en groupe
- Le titre de CFA ou une bonne connaissance de ce programme constitue un atout pour le poste dans la spécialisation gestion des risques
- Maîtrise du français parlé et écrit

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION: 1^{er} janvier 1999

TRAITEMENT: Selon la convention collective SPUQ-UQAM

L'UQAM, par sa «Politique institutionnelle de recrutement de nouvelles ressources professorales», a comme objectif la recherche des ressources humaines les plus qualifiées afin de s'assurer un développement de qualité dans tous les domaines d'activité, tout en assurant le renouvellement et le rajeunissement du corps professoral.

L'Université a adopté un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les professeurs et un programme d'équité en emploi pour les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées. Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts en priorité aux citoyens-nes canadiens-nes et aux résidents-es permanents-es.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae en français, détaillé, daté et signé, incluant trois lettres de recommandation, avant le 6 novembre 1998, 17 h, à M^{me} Danielle Desbiens, directrice du département des sciences administratives, Université du Québec à Montréal, C.P. 6192, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 4R2. Téléphone: (514) 987-3000, poste 3781; télécopieur: (514) 987-3343; Internet: <http://www.rhu.uqam>

UQAM
L'avenir est ici

L'industrie aérienne est formelle

Trop coûteux les signaux lumineux d'urgence sur tous les avions

Halifax (PC) — L'industrie aérienne s'oppose au projet de Transports Canada de rendre obligatoires les signaux lumineux d'urgence sur tous les avions transportant des passagers, alléguant que cette mesure coûterait trop cher et n'améliorerait pas nécessairement la sécurité.

Le projet, qui doit être discuté aujourd'hui dans le cadre d'une rencontre tenue à Ottawa, a été proposé à la suite de l'écrasement d'un avion d'Air Canada à l'aéroport de Fredericton.

Les secouristes de l'aéroport ont mis près de 15 minutes à déterminer si l'appareil régional s'était vraiment écrasé dans un épais brouillard, peu avant minuit le 16 décembre. Neuf passagers ont été grièvement blessés lorsque l'avion a atterri sur un massif après avoir glissé hors de la piste.

Le Bureau de la sécurité des transports du Canada, qui enquête sur la cause de l'accident, a découvert qu'aucun règlement n'obligeait l'appareil à être muni d'un signal lumineux d'urgence. Les enquêteurs ont conclu qu'un tel signal aurait immédiatement alerté les secouristes et leur aurait per-

mis de chercher à repérer l'avion accidenté. Sans signal pour les guider, les employés de l'aéroport n'ont eu d'autre choix que de parcourir les pistes d'atterrissage, où ils ont finalement rencontré un survivant qui les a informés de l'accident.

Le Bureau de la sécurité des transports demande à Transports Canada de mettre fin à l'exemption autorisant les avions de ligne à voler sans signaux lumineux d'urgence. Le Canada est le seul pays à accorder une telle exemption.

Un porte-parole de l'industrie précise qu'une telle modification coûterait de deux à trois millions aux compagnies aériennes, et allègue que ce ne serait pas nécessairement plus sécuritaire. L'Association canadienne du transport aérien a l'intention de contester l'amendement proposé, à la réunion du Conseil consultatif pour la réglementation de l'aviation canadienne — créé par Transports Canada — qui a lieu aujourd'hui à Ottawa. Elle allègue que les appareils modernes disposent de plusieurs autres systèmes de sécurité.



Université d'Ottawa : École d'Ingénierie et de technologie de l'information

L'École d'ingénierie et de technologie de l'information (ÉITI) cherche à combler des postes de professeurs à temps plein, agrégé(s) ou adjoint(s), postes menant à la permanence. L'École comprend les domaines de génie informatique, de science informatique, de génie du logiciel, et de génie électrique. D'intérêt particulier seront les candidats avec expertise en architecture des ordinateurs, systèmes d'exploitation, bases de données, architecture de logiciel, élaboration de logiciel, méthodologies de développement de logiciel, système répartis, technologie de l'internet, communications optiques et sans fils, électroniques, systèmes et contrôle, et informatique biomédicale.

Préférence est accordée aux détenteurs d'un doctorat en science informatique, en génie informatique, en génie électrique ou dans toute discipline connexe, ainsi qu'aux candidats pouvant démontrer un fort potentiel en recherche et d'excellentes aptitudes en pédagogie. Le statut et la rémunération seront établis en fonction des titres de compétence de la personne choisie.

Le bilinguisme (français et anglais) et l'admissibilité à l'ordre des ingénieurs professionnels de l'Ontario constituent des atouts pour ces postes.

L'École compte présentement 1507 étudiants au 1^{er} cycle, 267 étudiants diplômés et 41 professeurs et offre des programmes complets de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en génie informatique, génie électrique, génie du logiciel, et science informatique. L'Université offre d'excellentes occasions de collaboration avec l'industrie des technologies de pointe. Elle se situe au cœur de la capitale canadienne, région métropolitaine d'un million d'habitants reconnue pour la qualité de ses institutions culturelles et récréatives.

L'examen des candidatures se poursuivra jusqu'à ce que les postes soient comblés. La date (négociable) d'entrée en fonction sera le 1^{er} janvier 1999 ou le 1^{er} juillet 1999. Toute demande, accompagnée d'un curriculum vitae et des noms et adresses de trois références, doit être expédiée à l'adresse suivante:

Directeur,
École d'ingénierie et de technologie de l'information,
Faculté de génie,
150, rue Louis Pasteur, Ottawa (Ontario) K1N 6N5.

Ces postes sont assujettis aux approbations budgétaires. L'Université d'Ottawa pratique l'équité en matière d'emploi et invite toutes personnes qualifiées, y compris les minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées, à postuler. Les femmes sont fortement encouragées à poser leur candidature.



RÉDACTEUR(TRICE) EN CHEF

LE MAGAZINE NATIONAL
DE L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN

Se rapportant au directeur principal des Communications, le(la) rédacteur(trice) en chef joue un rôle de premier plan dans l'élaboration du contenu du magazine bilingue *National* de l'Association. À titre de directeur(trice) de l'équipe de rédaction, le(la) candidat(e) choisi(e) est responsable du contenu rédactionnel, veille au respect des normes les plus élevées sur le plan du journalisme et du graphisme et doit travailler en étroite collaboration avec l'équipe de rédaction, un comité bénévole de rédaction et des partenaires chargés de la production et de la publicité. Le(la) candidat(e) choisi(e), doté(e) d'une formation en droit et d'une expérience de travail en journalisme, rédigera des articles pour le magazine et fera preuve de créativité au sein d'un environnement de professionnel(le)s en droit.

L'Association du Barreau canadien est une organisation professionnelle qui représente 35 000 avocat(e)s, juges, notaires, professeur(e)s et étudiant(e)s en droit. La candidate ou le candidat choisi(e) travaillera au bureau national de l'ABC, à Ottawa, et démontrera des aptitudes pour le travail d'équipe, avec le désir d'oeuvrer dans un milieu dynamique où se côtoient le droit, les politiques, les communications et le bénévolat. Le bilinguisme est un atout certain. Le(la) candidat(e) excellera en matière de communications écrites et verbales.

Les candidat(e)s qualifié(e)s sont invité(e)s à soumettre d'ici le 4 novembre 1998 leur curriculum vitae en toute confidentialité au Comité de sélection, Association du Barreau canadien, 50, rue O'Connor, bureau 902, Ottawa (Ontario) K1P 6L2. Télécopieur: (613) 237-0185.

LE DEVOIR

LE MONDE

Bruits d'élections en Israël

Nétanyahou rentre à Tel Aviv et défend l'accord de Wye sur le ton d'un politicien en campagne

Sitôt rentré en Israël, le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou s'est employé à défendre l'accord de Wye Plantation, au milieu d'appels croissant à des élections anticipées. Pendant ce temps, les Palestiniens commencent à remplir leurs promesses anti-terroristes en mettant le grappin sur une poignée d'islamistes.

D'APRÈS LIBÉRATION ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — À peine revenu des États-Unis, où il fait face à la grogne des colons et de l'extrême droite, M. Nétanyahou a expliqué que l'accord sur un retrait israélien de 13 % de la Cisjordanie était « le meilleur possible, dans les circonstances ». S'employant à défendre son bilan avec les accents d'un candidat plus que d'un premier ministre, il a comparé les accords d'Oslo à un gruyère, estimant avoir réussi, après neuf jours de négociations difficiles, à en « boucher les trous ».

« Les Palestiniens nous ont dit que les travaillistes leur avaient promis 90% [de la Cisjordanie]... Nous nous sommes battus comme des lions pour réduire leurs attentes », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv.

Le président palestinien Yasser Arafat a quant à lui entamé une tournée d'explication dans les pays arabes et s'est rendu en Égypte, en Algérie et au Maroc, avant d'aller en Tunisie et en Arabie saoudite. « J'espère une application précise et honnête de l'accord pour que l'on puisse dire qu'on a relancé le processus de paix et protégé la paix des braves », a déclaré M. Arafat au Caire.

Sans attendre le retour du dirigeant palestinien à Gaza, ses services de sécurité ont lancé une série d'arrestations dans les milieux islamistes. Ils ont appréhendé notamment un dignitaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans le nord de la Cisjordanie, cheikh Hamed Bitouli, et un haut responsable du Jihad islamique à Gaza, Nafez Azzam, a-t-on indiqué de sources intégristes. Israël a également annoncé l'arrestation de quatre islamistes du Hamas accusés d'avoir tué début août deux colons juifs en Cisjordanie. Trois ont été arrêtés par les services israéliens, il y a dix jours, et un par les services palestiniens.

Israël a pris aussi des premières mesures d'apaisement après l'accord en autorisant 20 000 Palestiniens des territoires de plus à venir travailler en Israël et à Jérusalem-est, portant leur nombre à 47 000.



Un policier israélien impose le silence à un jeune extrémiste opposé à l'accord de Wye Plantation. De fait, les manifestations de la droite religieuse israélienne contre l'accord ont été nombreuses hier en Israël, alors que le premier ministre Benjamin Nétanyahou rentrait au pays. N'empêche qu'un sondage publié hier matin indique que les trois quarts des Israéliens appuient cet accord intérimaire dont la signature vendredi dernier à la Maison-Blanche a sauvé in extremis le fragile processus de paix israélo-palestinien.

Le bruit des extrémistes

Dans les territoires, les colons ont exprimé bruyamment leur opposition à l'accord en organisant des manifestations et en bloquant brièvement des carrefours routiers. Dans un geste de provocation, des colons de l'organisation d'extrême-droite Ateret Cohanim, vouée à la judaïsation de Jérusalem-est, ont entamé hier des travaux préparatoires en vue d'y créer une nouvelle implantation, dans le quartier palestinien de Ras el-Amoud.

Face à ceux qui l'accusent d'avoir trahi sa parole, le premier ministre a joué sur les chiffres et souligné que les 13% de terres promises aux Palestiniens incluent une réserve naturelle de 3%. Il a prévenu qu'il n'y aura pas de retrait militaire si Yasser Arafat ne remplit pas tous ses engagements en matière de sécurité. Et il a tendu la main aux colons: « Nous nous battons pour vous. Vous savez les contraintes dont nous avons hérité. Nous nous sommes efforcés d'en limiter les effets. » Il a déclaré que cela « lui faisait mal » de restituer des territoires aux Palestiniens. « C'est très douloureux, pour chacun d'entre nous. »

Il aurait pu, de retour chez lui, adopter un discours consensuel à l'image d'un sondage, publié par le quotidien *Yédiot Aharonot*, qui montre que 74% des Israéliens soutiennent l'accord de Wye Plantation. Mais l'essentiel de ses propos étaient dirigés contre l'opposition et son chef Ehud Barak comme s'il se préparait déjà à des élections anticipées. « Barak prétend qu'il leur aurait donné moins. C'est faux! Les travaillistes auraient cédé la plupart des terres. Il y aurait eu un Etat palestinien. Les colons auraient été démantelés. » Il a affirmé que le troisième et dernier redéploiement prévu par Oslo sera « très très petit ».

Le bruit des élections

La grogne s'est aussi exprimée au sein même du gouvernement de droite de M. Nétanyahou, et quatre ministres ont boycotté la cérémonie d'accueil du premier ministre à l'aéroport Ben Gourion.

Le premier ministre est apparu devant les caméras flanqué de son chef de la diplomatie, Ariel Sharon, et de son ministre de la Défense, Yitzhak Mordechai. À l'approche d'une éven-

tuelle dissolution de la Knesset, il s'appuie de plus en plus sur les deux hommes.

« C'est un bon accord qui comporte plusieurs avantages », a indiqué Ariel Sharon sans pour autant dire s'il votera en sa faveur lors de la réunion du cabinet. L'ancien général continue d'estimer son coût territorial trop élevé. « Mais il avait été fixé à l'avance. Nous ne pouvions pas le renégocier. »

Depuis hier, les partisans du grand Israël hésitent entre quitter la coalition ou simplement voter contre l'accord de Wye Plantation. A droite, mais aussi à gauche, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur de la tenue d'élections anticipées.

Ehud Barak a promis à Benjamin Nétanyahou l'appui de son parti lors de la présentation du texte. Mais pas au-delà. « Ce n'est qu'un filet de protection ad-hoc pour ce vote. Nous ne voulons pas le renverser alors qu'il vient de faire une avancée, aussi humble soit elle, vers la paix », a-t-il déclaré samedi.

Le chef de l'opposition ne croit pas cependant qu'un « gouvernement dirigé par Nétanyahou et Sharon puisse apporter la paix à cette région ».

LETTRE DE PÉKIN

Le mythe déboulonné

Le cinéaste italien Bertolucci a raconté l'histoire de Puyi, le dernier empereur de Chine. Dans son plus récent film, le cinéaste chinois Chen Kaige s'attaque à Qin Shihuang, le premier empereur de Chine. Le sujet est autrement plus considérable et politiquement délicat. Si l'on en juge par les commentaires dans la presse officielle après la première projection du film, il y a deux semaines à Pékin, ce nouveau film pourrait attirer des ennuis au réalisateur chinois qui a remporté la Palme d'or à Cannes avec *Adieu ma concubine*. Chen Kaige y est habitué. Comme la plupart des cinéastes chinois, il a souvent eu à se plaindre de l'étroit contrôle qu'exerce le département de la propagande du parti communiste sur la création artistique. Tous ses films ont été accueillis avec hostilité en Chine, plusieurs ont été censurés ou simplement interdits.

Avec le premier empereur de Chine, Chen Kaige n'a pas choisi la facilité. Les sujets historiques sont en principe moins controversés que les sujets contemporains et il est plus facile d'obtenir le feu vert de la censure pour filmer des histoires qui se déroulent dans la Chine ancienne. Mais dans le cas de Qin Shihuang, on touche à un mythe sacré.

Qin Shihuang est l'empereur qui a unifié les sept royaumes de Chine il y a plus de deux mille ans. C'était un conquérant sorti vainqueur des guerres qui déchiraient les royaumes voisins et qui se proclama empereur de toute la Chine. C'est sous son règne que le tracé de la Grande Muraille a été arrêté, que les anciennes fortifications ont été reliées entre elles et étendues pour protéger le royaume des invasions barbares. C'est aussi lui qui est enterré près de Xian aux côtés de son armée de soldats d'argile. Mao Zedong disait lui vouer une admiration sans borne et le considérait comme le « César de l'ancienne Chine ».

Le film de Chen Kaige raconte l'histoire violente de l'unification de la Chine sous la férule de Qin Shihuang, les massacres perpétrés en son nom, son régime tyrannique, sa cruauté et sa mégalomanie. Le véritable héros positif du film, ce n'est pas lui, mais un autre personnage — historique lui aussi — qui tente de l'assassiner. Jin Ke, criminel repent, se laisse convaincre de reprendre du service contre Qin Shihuang pour le compte d'un royaume rival et pour les beaux yeux d'une concubine du tyran. Le titre chinois est *Jing Ke assassin du roi Qin*. Pour le titre anglais, Chen Kaige hésite encore entre *Le Premier Empereur et l'Assassin*.

Le sujet est traité sur un mode épique, avec un grand déploiement de décors reconstituant un palais plus grand que la Cité interdite, des milliers de figurants et des scènes de bataille. Les préparatifs de tournage ont débuté en 1990 et, à près de 20 millions de dollars, c'est le film le plus cher du cinéma de la Chine populaire. Fait inhabituel, les autorités n'ont demandé aucun changement au scénario soumis par Chen Kaige, pas plus avant que durant le tournage. Mais il

n'est pas certain que la sortie commerciale du film soit autorisée en Chine. « J'éprouve à l'égard de Qin Shihuang des sentiments contradictoires », explique Chen Kaige. *Il est le fondateur de la Chine, mais c'était un dictateur. Personnellement, je me range plutôt aux côtés de Jing Ke. J'ai voulu montrer comment l'empereur est devenu un tyran et comment un homme ordinaire est devenu un héros. Je crois que le premier empereur est celui qui a établi la dictature en Chine, un système qui a duré deux mille ans.*

Voilà qui n'est évidemment pas « politiquement correct » et les critiques n'ont pas tardé à pleuvoir. Le quotidien de langue anglaise *China Daily* a ouvert le feu dès le lendemain de la première projection: « Qin Shihuang apparaît dans ce film comme un être capricieux, dépourvu d'envergure. On ne retrouve pas l'homme qui a forcé l'admiration de tant de gens, y compris de Mao Zedong. Chen Kaige semble avoir été plus soucieux d'effets superficiels que de vérité. » Le *Quotidien de Pékin* s'est insurgé contre la vision édulcorée de l'histoire qu'offre le film de Chen Kaige: « L'unification de la Chine procède d'un grand courant de l'histoire. Ce n'est pas le résultat d'un caprice de l'empereur. »

Perois la critique prend la forme de questions sournoises: un journaliste pékinois a demandé à Chen Kaige ce que les étrangers allaient penser de la Chine si le film, avec ses scènes de massacres, de violence et de cruauté, était présenté dans un festival international de cinéma.

Car c'est bien le reproche que l'on fait à Chen Kaige, d'avoir trop de succès à l'étranger. Les lauriers tressés aux artistes chinois en Europe ou en Amérique sont éminemment suspects et la critique officielle chinoise y voit la preuve de son « occidentalisation ». On l'accuse de faire des films pour plaire aux Occidentaux et de donner une image négative de la Chine. « Le premier public auquel Chen Kaige offrira sa leçon d'histoire chinoise sera des étrangers. Quant à savoir si les Chinois voudront de plein gré regarder ce film, cela reste à voir », ironise le *Soir de Pékin*.

Le *Premier Empereur* a eu une première officielle très remarquée, dans le grand hémicycle de l'Assemblée du peuple. Ce fut une soirée de gala mondiale comme Pékin n'en avait jamais vu. Le film est déjà vendu dans une quarantaine de pays. Il va peut-être sortir sur les écrans chinois dans un mois ou deux. Ou peut-être pas. Tout dépendra de l'issue de l'espace de procès pour falsification de l'histoire que les autorités chinoises, par l'entremise de la presse officielle, sont en train d'instruire contre Chen Kaige. Quant au cinéaste, ces futurs projets vont l'amener à Hollywood pour plusieurs films en anglais qui ne porteront pas sur la Chine, ni contemporaine, ni ancienne.



Sylviane Tramier

Victoire sans surprise des nationalistes au pouvoir

Le Parti populaire d'Aznar devient la deuxième force politique au Pays basque

Progression significative de la coalition formée autour d'Herri Batasuna

AGENCE FRANCE-PRESSE

Vitoria — Le Parti populaire (PP) du chef du gouvernement espagnol José María Aznar est devenu hier la deuxième force politique au Pays basque à l'issue d'un scrutin qui a vu la victoire sans surprise du Parti nationaliste basque (PNV).

Lors de ce scrutin historique intervenant un mois après une trêve de l'organisation séparatiste armée ETA, le PNV, au pouvoir sans interruption depuis 1980, a obtenu 21 sièges (sur 75), soit un de moins que lors du dernier scrutin en 1994.

Avec 16 élus, les conservateurs du PP ont gagné cinq sièges et pris la deuxième place régionale au Parti socialiste (PSOE, opposition nationale) qui gagne pourtant deux sièges avec un total de 14, selon des résultats en sièges définitifs annoncés par le ministre basque de l'Intérieur Juan María Atutxa.

Avec également 14 élus (+3), la coalition indépendantiste Euskal Herriarrak (EH), formée autour de Herri Batasuna, le bras politique de l'ETA,

est l'autre grand vainqueur de ce scrutin.

Les perdants de la consultation sont les petits partis: les nationalistes modérés de Eusko Alkartasuna (EA) passent de huit à six élus, la coalition pro-communiste Izquierda Unida perd quatre élus avec deux députés, et les conservateurs de Unidad Alavesa, présent dans une seule des trois provinces du Pays basque, perdent trois sièges avec deux élus.

Participation record de 70,7 %

Véritable référendum pour ou contre le droit à l'auto-détermination, ce 6^e scrutin a suscité une participation record pour des régionales: 70,7% des 1,8 million de Basques appelés à élire pour quatre ans leur parlement ont voté, soit plus de 11% en plus par rapport à 1994 et 1% de plus que le précédent record de 1986.

Cette élection devait mesurer le nouveau rapport de force existant entre les partis nationalistes, partisans de la reconnaissance du droit à l'autodétermi-

nation, et les formations « espagnolistes » qui défendent l'unité nationale et s'opposent à une inclusion de ce droit dans la Constitution.

Les partis nationalistes restent majoritaires: PNV, EH et EA totalisent 41 élus, pour une majorité absolue de 38. Tandis que les « espagnolistes » PP et PSOE totalisent 30 sièges.

« J'assume la responsabilité de former le prochain gouvernement », a affirmé le candidat PNV à la présidence Juan José Ibarretxe, en précisant qu'il allait tout de suite entamer des discussions avec de possibles partenaires.

Lors de la dernière législature, le PNV avait dirigé avec le soutien de EA et du PSOE, jusqu'à ce que les socialistes rompent leur alliance au printemps dernier en accusant le PNV d'un rapprochement avec Herri Batasuna.

Le nouveau « lehendakari » (président basque), 41 ans, aura la lourde tâche de consolider le processus de paix initié par l'ETA au Pays basque après trente ans d'une lutte armée qui a fait quelque 800 morts.

Les pro et les anti-Pinochet font match nul à Santiago

AGENCE FRANCE-PRESSE

Santiago — Les manifestations des partisans et des opposants du dictateur Augusto Pinochet, qui se sont déroulées ce week-end à Santiago, ont connu une affluence pratiquement identique de près de 15 000 personnes, un chiffre inférieur aux attentes des organisateurs.

À l'appel du principal candidat de droite pour l'élection présidentielle de 1999, Joaquín Lavín, les partisans du général se sont réunis samedi dans le quartier de Las Condes, le plus huppé de Santiago, pour exiger sa libération, agitant des drapeaux chiliens et entonnant des chants patriotiques.

« Jamais autant de Chiliens [...] ne sont descendus dans la rue pour une cause aussi noble », a clamé Lavín lors de ce rassemblement, le premier autorisé par la préfecture depuis l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres.

L'affluence était cependant inférieure aux dizaines de milliers de personnes attendues par les organisateurs, qui se sont lancés dans une guerre des chiffres dès la fin de la manifestation, le député de droite Pablo Longueira avançant même le nombre de 150 000 participants. Mais selon des sources policières, l'affluence n'avait pas dépassé les 15 000 personnes.

De leur côté, les opposants ont fêté hier dans une

ambiance bon enfant l'arrestation de Pinochet au Parc O'Higgins, le plus grand de la ville et principal lieu de promenade dominicale. Organisée par la gauche, cette fête a débuté vers midi avec la présence de quelque 3 000 personnes.

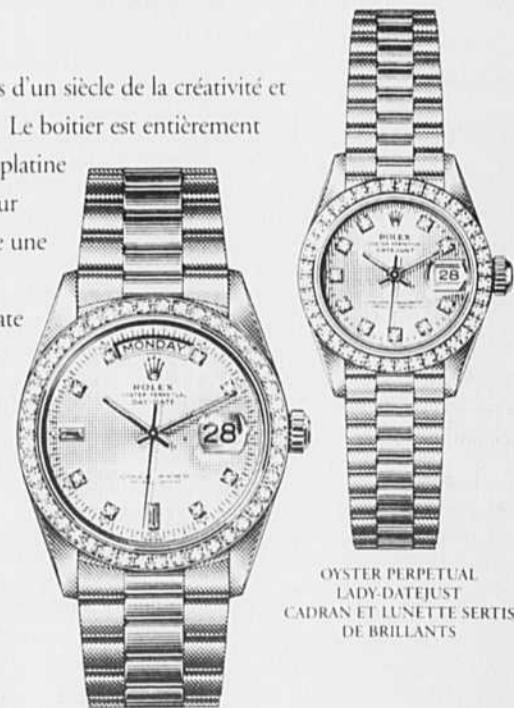
L'affluence a cependant grandi pendant l'après-midi avec l'arrivée de plusieurs milliers de personnes supplémentaires, qui se sont rendues à la manifestation en famille, notamment avec des drapeaux communistes et des photos de Salvador Allende, le président renversé par Pinochet en 1973.

Selon la presse de Santiago, un avion de l'Armée de l'air chilienne a été envoyé à Londres avec tout le matériel médical nécessaire pour rapatrier Pinochet.



Une réalisation couronnée de succès.

Elle représentent près d'un siècle de la créativité et innovation de Rolex. Le boîtier est entièrement taillé dans un bloc de platine ou d'or 18 carats et leur création requiert toute une année de travail. Les chronomètres Day-Date et Lady-Datejust sont les plus prestigieux modèles de la collection Oyster.



ROLEX

OYSTER PERPETUAL DAY-DATE CADRAN ET LUNETTE SERTIS DE BRILLANTS

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier agréé Rolex.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A Cathcart, Montréal Centre-Ville 866-3876

É D I T O R I A L

Un maire pour Montréal

2. Voter avec sa raison

Bernard Descôteaux

Les Montréalais auront le choix, dimanche, de voter pour la continuité avec Pierre Bourque, l'alternance avec Jean Doré, la nouveauté avec Jacques Duchesneau ou encore d'émettre un vote de protestation avec Michel Prescott. Aucun ne soulève l'enthousiasme mais quant à choisir, choisissons le maire et le conseil qui serviront le mieux Montréal.

Depuis quatre ans, nombreux sont les Montréalais qui ont regretté d'avoir porté Pierre Bourque à la tête de l'administration municipale. Son impopularité a atteint des sommets au cours de son mandat et voilà qu'on s'apprête à le réélire. Voilà qu'on oublie ses déboires et ses erreurs. Voilà qu'il serait tout à coup l'homme de la situation. La chose est aussi étonnante qu'insensée car finalement, le Pierre Bourque dont plus personne ne voulait, le Pierre Bourque que tous croyaient disqualifié sera à nouveau maire de Montréal. Est-ce bien ce que les Montréalais veulent?

L'enjeu principal de cette élection n'est pas d'abord la capacité du maire de Montréal d'assurer la gestion des problèmes courants de la vie urbaine.

Ceux-ci sont certes importants et la qualité de la vie en ville passe par la capacité d'une administration à les régler. Si ce n'était que cela, Pierre Bourque pourrait être le meilleur candidat car il est vrai qu'il a su nettoyer les rues et les ruelles de la ville. Toutefois, Montréal attend bien plus de son maire car elle fait face à de beaucoup plus graves problèmes: une fiscalité beaucoup trop lourde, une désorganisation des services municipaux, une migration de ses citoyens et de ses entreprises vers les banlieues, un leadership politique anémié et une influence auprès de ses partenaires réduite. Le bilan que nous avons fait samedi du premier mandat de Pierre Bourque montre bien que durant ces quatre années, Montréal a fait du surplace. Il y a urgence et pourtant Pierre Bourque gère Montréal comme le jardinier qu'il est. Les arbres qu'il plante ne viendront à maturité que beaucoup trop tard! Sa méthode qui consiste à contourner les obstacles plutôt que de les affronter, ce qu'il avouait lui-même lors d'une entrevue au *Devoir* vendredi, ne convient pas à l'époque que nous traversons. Il nous en a fait la preuve.

Ce que les Montréalais souhaitent depuis de très nombreux mois, c'est un maire rassembleur qui sache mobiliser les forces vives de la métropole. Au cours de la campagne qui s'achève, le magicien espéré ne s'est malheureusement pas révélé. Qui plus est, les prétendants se sont payé le luxe de luttes intestines et de divisions qui ne pouvaient que favoriser Pierre Bourque dans cette course où ce dernier s'est donné le rôle de la tortue. Comme on a encore pu le constater ces derniers jours avec la stratégie de retrait de Jean Doré, cela offre un spectacle plutôt désolant qui ne devrait cependant pas nous faire perdre de vue l'essentiel: donner à Montréal une administration éclairée, moderne et forte.

La campagne qu'ont menée les trois candidats d'opposition reposait sur l'argument, faux, que Pierre Bourque était inexistant politiquement. De là, cette lutte quasi fratricide où prédominèrent les attaques des uns contre les autres. Il en a résulté une campagne de personnalités plutôt que d'idées. On a ainsi davantage parlé des erreurs passées de Jean Doré que de l'approche nouvelle qu'il propose et de l'atout que représente son expérience. On a davantage évoqué l'image négative que constitue pour Jacques Duchesneau son statut d'ancien chef de police que du gestionnaire capable de transformer radicalement le plus important corps de police municipal du Québec.

Jean Doré et Jacques Duchesneau sont pourtant des solutions de rechange fort intéressantes à Pierre Bourque. Tous deux, à peu de choses près, se valent. Jean Doré a une expérience dont il a tiré des enseignements. Il a compris que le rôle du maire n'est pas de diriger l'administration qu'il entend laisser à son bras droit, Jean Lamarre, mais d'exercer un leadership politique. Jacques Duchesneau, qui se veut l'homme de la nouveauté, a des talents de rassembleur comme il l'a démontré en convainquant les villes de la CUM d'adopter le concept de police de quartier. Tous deux proposent des programmes qui se ressemblent beaucoup quant aux objectifs. Ils ont fait, tout comme le RCM, les mêmes constats sur la situation de Montréal et sont parvenus pour l'essentiel aux mêmes solutions. Qu'il s'agisse de fiscalité ou de décentralisation des services, ils veulent arriver au même but et, à la différence de Pierre Bourque, ils ont une vision claire des mesures à prendre pour y arriver. Tous deux ont aussi réuni de solides équipes de candidats aux postes de conseillers, où on retrouve à la fois les qualités d'expérience et de représentativité qui permettraient de constituer un conseil municipal équilibré.

Élire Jacques

Duchesneau

à la tête

d'un conseil

de coalition

est le meilleur

compromis pour

les Montréalais

L'idée de coaliser les forces d'opposition lancée par Jean Doré jeudi était toute naturelle car elles ont beaucoup en commun. Elle représentait la seule façon de bloquer la voie à Pierre Bourque. Sa proposition, présentée maladroitement et trop tardivement, a été rejetée. Personne, à quelques jours du scrutin, n'ayant voulu se sacrifier, il appartiendra maintenant aux électeurs d'effectuer ce qui sera le meilleur choix pour Montréal.

Ce choix, disons-le, se devra d'être stratégique. Il ne pourra se porter sur Michel Prescott dont il faut reconnaître qu'il est dans les circonstances l'allié

objectif de Pierre Bourque et dont le parti, par son refus de s'ouvrir aux candidatures externes, a le plus contribué à la situation actuelle. Ce ne peut être non plus Jean Doré qui, s'il réunissait le plus grand nombre de conditions gagnantes au point de départ, n'a pas su convaincre suffisamment de Montréalais qu'il existait un Jean Doré nouveau et différent. Reste alors Jacques Duchesneau. Deuxième derrière Pierre Bourque, un report des voix d'opposition vers lui maximiserait ses chances de battre le maire sortant. Dans les circonstances, Jacques Duchesneau représente le meilleur compromis pour les Montréalais à la condition que l'on prenne soin d'envoyer au conseil municipal les meilleurs parmi les équipes présentées par les trois partis d'opposition, sans oublier les candidats de la Coalition démocratique de Montréal.

On a tout à gagner en prenant soin d'entourer le prochain maire, quel qu'il soit, d'un conseil municipal diversifié avec lequel il doit composer. Il serait heureux que l'on retrouve dans ce conseil des gens comme Jean Lamarre, Helen Fotopoulos, Martin Lemay, France Hubert, Conrad Sauvé, Pierre de Montigny, Effie Gournaki, Guy Geoffron, Jack Chadirdjian, Marvin Rotrand, Sam Boskey et, pourquoi pas comme conseiller, Pierre Bourque.

Bien des Montréalais trouveront difficile d'exercer leur droit de vote dimanche prochain. Plusieurs estiment que les jeux sont faits préférant rester à la maison. D'autres voudront malgré tout voter avec leur cœur plutôt qu'avec leur raison. Ce serait là une paresse démocratique que l'on regretterait pendant quatre longues années.

PAUSE SANTÉ...



L'attrait du vide

La Presse de lundi dernier faisait grand état comme il se doit du Gala Excellence qu'elle patronne et qui fait l'objet de l'émission de télévision que l'on sait.

Je ne regarderais pas cette mascarade pour tout l'or du monde. Je n'aime ni les galas ni les distributions de prix. Cela dit, je suis bien prêt à admettre que bon nombre des prétendants au titre de la personnalité de l'année sont des êtres estimables.

Que l'on récompense la valeur supposée d'un individu, voilà qui est bien. Et qui nous change de la célébration des gens ordinaires si chère à notre société. Les critères du choix, c'est une autre paire de manches évidemment. Pour une attribution méritée, combien de jean-foutre ne se voient-ils pas propulés au rang de modèles? Il serait étonnant qu'il en soit autrement. L'autodérision est inconnue dans ces milieux de gens célèbres et pas nécessairement riches. La galerie de photos en page A 10 et A 11 du journal nous enlèverait tout doute à ce sujet. La plupart des personnalités étant à fuir, du genre de celles qui, dans les lancements, s'agglutinent aux vedettes de l'heure qu'importe le champ de leurs activités.

Excellence envisagée de cette façon relève d'une supercherie. De porter un smoking et d'être choisi meilleur en quelque domaine que ce soit ne prouve rien. Je serais même porté à croire qu'il serait plus décent en pareille occurrence de chercher l'ombre plutôt que la lumière.

Il n'empêche, encore une fois, que je ne trouve rien à redire contre le culte de l'excellence. Bien au contraire. Il se trouve seulement que je placerais ailleurs mes exigences et que les allures satisfaites que se donnent

les célébrations de ce genre m'énervent. Vouant l'accent sur l'exceptionnel, on risque de ne célébrer que le clinquant dans un contexte qui conviendrait mieux à une quelconque foire.

La véritable excellence — on ne la célébrera jamais assez — ne se détermine pas à la volée de cette façon. Il n'y a pas 52 têtes couronnables dans une année. Et point n'est besoin de mettre sur pied un cirque pour souligner le soin que l'on a de reconnaître ce que l'on estime être l'élite.

Je l'écris sans enthousiasme, persuadé que je suis que notre époque a perdu tout sens critique et vante d'un même élan les pires insignifiances et les plus remarquables réalisations. Je ne peux m'enlever de l'esprit la situation hypothétique suivante: un lauréat de ce Gala Excellence se demandant s'il valait vraiment la peine d'être le meilleur dans sa discipline pour aboutir à ce travestissement. N'aurait-il pas mieux valu qu'il restât chez lui en pantoufles plutôt que de défilé dans une mascarade télévisée?

Il y a pourtant urgence. Il faut distinguer l'élite du toc. Comme le rappelle Jean Romain dans *La Dérive émotionnelle* (L'Âge d'Homme, 1998), «on n'ose plus juger qu'un tableau est bon à mettre aux cabinets, qu'une musique est de l'ordre du mar-teau-pneumatique ou qu'un mur couvert de tags est intolérablement agressif sans s'exposer à être relégué dans le clan des non-branchés, des obtus à toute nouveauté, des résistants à l'innovation artistique. Des dinosaures réactionnaires». Plus loin: «Puisqu'on entend niveler les inégalités en art, les mots "chefs-d'œuvre" ou "œuvre maîtresse" ont été bannis du vocabulaire tant il est vrai que "tout travail est intéressant" que "toute" position a sa

raison d'être, et cette "conception" mérite sa place d'autant plus légitimement qu'elle sera "pluriculturelle". Le jugement de valeur est à présent baïllonné par le culturellement correct, véritable lamination de la pensée.»

Dans cet essai, l'auteur, professeur de philosophie à Genève, relève sans presque grossir le trait de multiples instances où notre vingtième siècle agonisant baigne dans la niaiserie la plus totale. Il parle de l'immense sottise qui entoure le monde de l'Internet, de l'abdication de la pensée aux dépens de l'irrationnel, de l'absence de spiritualité dans la plupart des manifestations de l'Église catholique romaine, qui a troqué cette valeur au profit du seul humanitaire.

Il arrive qu'on se demande à la lecture d'un livre de cet encre s'il n'y a pas exagération. On n'a pourtant qu'à prêter l'oreille au murmure ambiant pour déchanter. L'auteur n'exagère pas. La moindre petite troussure de spiritualité dans la plupart des manifestations de l'Église catholique romaine, qui a troqué cette valeur au profit du seul humanitaire.

Il n'y a pas à dire, à tout aimer on n'aime rien. On met sur le même pied le miraculeux, l'inédit, l'inspéré et la plus insignie des camelotes. Le tout en se servant du fallacieux prétexte de la masse. Puisque des millions d'acheteurs se ruent chez les disquaires pour la moindre gallette produite par l'équipe Céline Dion, il faut en conclure que cette dame est douée. L'attrait du vide, le règne du paraître, de la caricature de l'excellence.



Gilles Archambault

L E T T R E S

Normand L'Amour, artiste

L'expression «art brut» est habituellement associée aux arts visuels. C'est pourtant la première qui me vient à l'esprit lorsque j'entends Normand L'Amour.

D'une part, ses chansons sont spontanées et amusantes. Visible-ment, elles n'ont pas été réalisées dans l'intention de passer à la radio et de générer des sommes mirobolantes. N'est-ce pas rafraîchissant d'entendre un produit qui ne colle pas aux modes, un produit qui est unique en son genre?

D'autre part, comme beaucoup de peintures qui produisent des œuvres qu'on qualifie d'«art brut», ces tableaux certains comparent à des dessins d'enfants. Normand L'Amour fait rire de lui. Ses chansons font rigoler. Ses propos aussi. En entrevue, Normand L'Amour ne parle pas de «concept» ou de «plan de carrière» mais de... Dieu!

L'autre matin, à la radio de Radio-Canada, René Homier-Roy a parlé de Normand L'Amour comme du «foi du village». Le même animateur s'est aussi demandé comment se sentira Normand lorsqu'il verra sa popularité baisser. Dans *Les 2 Rives* (journal local de Sorel), Hélène Goulet a écrit: «En autant que le phénomène

ne soit pas exploité honteusement.»

Je ne sais pas plus que quiconque ce qui adviendra de Normand L'Amour. Je sais seulement que c'est un artiste.

À ce titre, il mérite le respect comme n'importe quel artiste. Et lorsque je suis en visite à Sorel, ma ville natale, je trouve dommage de voir que Normand L'Amour suscite parfois plus d'indignation que la présence des Hell's Angels...

Martine Lacroix

Montréal, 16 octobre 1998

Les Québécois, myopes politiques?

Lors du référendum de 1995, les citoyens du Québec ont refusé à leur gouvernement provincial l'accès au plein contrôle des impôts et du pouvoir politique. Pourtant, à regarder l'actualité, on peut se demander si ces électeurs ont réalisé la portée de leur geste. Il me semble que leurs attentes envers le gouvernement du Québec dépassent celles que l'on a à l'endroit d'un modeste gouvernement provincial aux pouvoirs et aux ressources financières limités.

Dans quelques dossiers, l'attitude de la population envers son gouvernement provincial est carrément inéquitable.

Ainsi, les citoyens et les syndicats

tiennent le gouvernement du Québec entièrement responsable des difficultés que connaissent les secteurs de la santé et de l'éducation. Pourtant, par ses compressions massives dans les transferts aux provinces (sept milliards en trois ans pour le Québec, dont 4,5 milliards dans la santé), le gouvernement fédéral est en bonne partie responsable de cette situation. La même chose est vraie pour l'aide sociale; en réduisant l'accès à l'assurance-emploi, le fédéral transforme des milliers de chômeurs en assistés sociaux, forçant du même coup le gouvernement provincial à réduire les montants alloués à chaque prestataire.

Malgré cela, les groupes de pression prennent encore l'autobus pour aller protester à Québec, alors que c'est à Ottawa qu'ils devraient se rendre.

Il est temps que nous exigions du gouvernement Chrétien qu'il assume sa part du financement des dépenses de la santé et de l'éducation par un transfert de fonds aux provinces et non par des incursions incohérentes et inefficaces dans ces domaines, du genre «bourses du millénaire». Il est également temps que nous exigions que les critères d'admissibilité à l'assurance-emploi soient révisés.

Denis Héty

Montréal, 9 octobre 1998

À P R O P O S

... des jeunes et des aînés à Montréal

Pendant notre deuxième mandat, nous nous engageons à...

Pour les jeunes

- développer notre programme de stagiaires (40 % provenant des communautés culturelles);
- mettre sur pied un comité supervisé par le maire, qui se préoccuperait des jeunes marginaux (problèmes de drogue, de prostitution dans le centre-ville, *squeegee*);
- organiser un programme de parrainage-relève avec nos employés à la veille de la retraite.

Pour les aînés

- créer un comité des aînés pour leur permettre de faire valoir leurs compétences et leurs expériences;
- améliorer la signalisation des traverses pour favoriser leur sécurité;

■ prioriser le déneigement autour des églises, des HLM, des hôpitaux.

Dans la ville, deux groupes d'âge se côtoient et représentent une richesse incalculable. Tout d'abord les jeunes; ils sont notre main-d'œuvre qualifiée, notre réservoir de cerveaux bilingues et multilingues; mais nos effectifs trop nombreux en termes de personnel leur enlèvent la place qu'ils réclament et qu'ils méritent.

D'autre part, nos aînés sont une force tranquille; ils apportent avec eux savoir, talent et expérience. Mais souvent, ils se sentent laissés pour compte et créent leur propre solitude encore plus profonde dans la grande ville.

Plateforme électorale de l'Équipe

Bourque/Vision Montréal

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFON

Rédacteur en chef adjoint CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

Journées québécoises de la solidarité internationale

Les autochtones du Chiapas sont victimes de harcèlement

La principale menace pour les droits fondamentaux des autochtones du Chiapas demeure la présence des groupes paramilitaires

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale du 24 au 31 octobre 1998, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale propose un regard sur les violations des droits humains des autochtones du Chiapas au Mexique.

CLAUDE RIOUX

Coordonnateur du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

Le massacre de 45 autochtones perpétré le 22 décembre 1997 à Acteal, dans l'Etat mexicain du Chiapas, a soulevé une vague d'indignation au Mexique et dans le monde entier. Ce massacre a plongé le Chiapas dans sa pire crise depuis le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) le 1er janvier 1994. La présence de l'armée a été accrue et plusieurs groupes paramilitaires liés au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir) agissent en toute liberté et impunité. De plus, le refus du gouvernement mexicain de mettre en application les accords sur les droits et la culture autochtones, dits Accords de San Andrés, ont poussé le dialogue entre celui-ci et l'EZLN dans une impasse. C'est dans ce contexte que les cas de violations des droits humains se sont multipliés au cours des derniers mois.

La réponse du gouvernement mexicain au massacre d'Acteal a été de porter les effectifs de l'Armée fédérale à 50 000 au Chiapas uniquement. Cette présence se traduit par l'occupation de terres cultivables, l'installation de «pièges à humains» dans les champs, la destruction de récoltes, des incursions nocturnes dans les villages, des vols à basse altitude répétés au-dessus des communautés et surtout la polarisation grandissante au sein des communautés où les conflits violents se multiplient. Les conséquences sont terribles pour les hommes qui ne peuvent sortir de leur communauté pour travailler aux champs, pour les enfants dont les écoles sont occupées par des militaires et pour les femmes qui sont souvent victimes de mauvais traitements, voire de viol.

Selon différentes ONG du Chiapas, les incursions et le harcèlement dans les communautés indigènes de la part des forces armées se sont traduits par au moins 150 opérations militaires dans des communautés autochtones depuis le début de l'année 1998. Pour la première fois depuis février 1995, l'armée s'est rendue coupable d'un massacre d'autochtones. En effet, le 10 juin 1998, au cours du démantèlement de la municipalité autonome de El Bosque, huit personnes ont été séquestrées puis exécutées par des soldats de l'armée fédérale appuyée des éléments de la Sécurité publique. Le Centre pour les droits humains Fray Bartolomé de las Casas évalue à 57 (dont 21 femmes et 19 enfants) le nombre des exécutions extrajudiciaires commises par les forces de l'ordre depuis le 22 décembre 1997.

La torture à l'endroit des dirigeants autochtones est aussi un fait courant et s'applique systématiquement aux prisonniers politiques; au moins huit cas ont été documentés par la Commission nationale des droits humains (gouvernementale) au cours des sept premiers mois de 1998. Au cours de la même période, dix attaques (allant de la tentative d'assassinat au sabotage de véhicule en passant par des détentions illégales) contre des défenseurs des droits humains ont eu lieu au Chiapas.

De plus, le conflit au Chiapas oppose le gouvernement à l'ensemble des mouvements d'opposition et de défense des autochtones. En marge de la «zone de conflit», plus de 600 autochtones appartenant à une douzaine d'organisations de base ont été assassinés par des agents de la Sécurité publique

ou des paramilitaires liés au parti au pouvoir au cours de la période 1994-1996. A titre d'exemple, douze dirigeants de l'Organisation paysanne Emiliano Zapata, une organisation civile et légale, ont été assassinés depuis 1994.

Devant la peur que ces exactions soient rapportées à l'opinion publique internationale, le gouvernement mexicain procède maintenant à l'expulsion systématique des observateurs internationaux de la zone de conflit: 185 étrangers ont été expulsés depuis janvier 1998, et ce en contradiction avec les lois et la Constitution mexicaines, comme l'affirme la juge du 8^e district, Lilia Monica López Benitez, dans un jugement rendu le 11 septembre dernier.

Mis à part la militarisation de la zone, la principale menace pour les droits fondamentaux des autochtones du Chiapas demeure la présence des groupes paramilitaires. Comme l'a reconnu le 12 janvier 1998 le procureur général de la République, Jorge Madrazo, il existe au Chiapas 12 groupes paramilitaires. Cependant, et malgré la reconnaissance de l'existence de ces groupes par le gouvernement mexicain, aucun de ces groupes n'a été désarmé et aucun de leurs dirigeants n'a été inquérité.

Ces groupes sont pourtant les principaux responsables des violations des droits humains au Chiapas. Le groupe Paz y Justicia, actif dans la zone nord de l'Etat et dont le dirigeant, Samuel Sánchez Sánchez, est député du PRI, est responsable d'au moins 40 assassinats et du déplacement forcé de quelques dizaines de milliers d'habitants soupçonnés d'entretenir des liens avec les zapatistes.

La situation des personnes déplacées par le conflit est également inquiétante. On estime à 12 000 le nombre de ces personnes dans la région de Los Altos, une région qui avait été épargnée par le phénomène des réfugiés internes de 1994 à 1997. La plupart vivent dans des campements de fortune et manquent de nourriture et de médicaments. Plusieurs personnes réfugiées ont été la cible d'attentats et de menaces depuis le massacre d'Acteal, dont les victimes étaient des réfugiés.

Cette situation généralisée de violation des droits les plus fondamentaux de l'être humain a été largement dénoncée par des organisations civiles nationales et internationales, dont Amnesty International et Human Rights Watch. Pourtant, le gouvernement mexicain n'a été l'objet, jusqu'à ce jour, d'aucune sanction de la part de ses partenaires commerciaux, dont le Canada fait partie...



Le conflit au Chiapas oppose le gouvernement à l'ensemble des mouvements d'opposition et de défense des autochtones.

REUTERS

Réplique à un texte de Jean-Marc Piotte

La fuite est plus néfaste que l'engagement

La campagne électorale qui vient sera un moment privilégié pour demander au gouvernement sortant les résultats obtenus lors du sommet de 1996

PIERRE PAQUETTE

Économiste et animateur à l'émission Droits de parole ancien secrétaire général de la CSN

En lisant le texte de Jean-Marc Piotte, «Post-scriptum au sommet de 1996» (Le Devoir, 15 octobre 1998), j'ai reconnu la vieille thèse qu'il colporte depuis toujours selon laquelle les directions syndicales trahissent leurs membres en collaborant, ouvertement ou en cachette, avec le gouvernement et les patrons. Au début de la décennie, il voyait dans les orientations syndicales en matière de réorganisation du travail, la preuve de sa thèse; actuellement, c'est en réécrivant l'histoire des deux rencontres sur le devenir social et économique du Québec qu'il la conforte.

Bien que j'aie quitté la direction de la CSN, je me permets de rectifier certains faits et de m'inscrire en faux contre les allégations de M. Piotte.

Il faut d'abord rappeler que ces rencontres, contrairement à ce qu'avance l'auteur, ont d'abord été demandées par le mouvement syndical. En novembre 1995, le président de la CSN, Gérald Larose, lançait l'idée d'un chantier de réflexion sur l'avenir immédiat du Québec, conscient que, malgré les résultats du référendum, il fallait faire des

choix collectifs pour répondre aux besoins sociaux et économiques criants de notre société.

Le nouveau premier ministre, Lucien Bouchard, reprend à son compte cette idée et accepte l'approche syndicale qui voulait une démarche en deux temps: d'abord une conférence pour s'entendre sur les enjeux, puis un travail de réflexion durant quelques mois pour décision dans une seconde rencontre. De plus, le mouvement communautaire est invité à se joindre au processus, habituellement restreint à l'Etat, au patronat et au mouvement syndical. Cette initiative doit beaucoup au travail de coalition syndicale communautaire, en particulier concrétisé au sein de Solidarité populaire Québec. La démarche privilégiait le débat ouvert plutôt que les décisions prises par quelques-uns derrière des portes closes.

La première rencontre se cristallise sur la question des finances publiques, bien que l'emploi et l'avenir des services publics soient aussi définis comme enjeux prioritaires. La conférence de mars se situait à quelques semaines du premier budget Landry, qui entendait bien réaliser ce que le ministre des Finances précédent, Jean Campeau, avait annoncé discrètement: le déficit zéro en deux ans. Les organisations syndicales arrachent le prolongement du

calendrier et se rallient à l'idée de l'équilibre financier à condition que la fiscalité permette de maintenir le niveau de services publics souhaité par la population. C'est ainsi que la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics, présidée par Alban D'Amours, vit le jour. De plus, il faut se rappeler que la Conférence de Québec mit aussi sur pied deux grands chantiers, l'un portant sur l'économie et l'emploi, l'autre sur la réforme des services publics pour préparer la rencontre d'octobre.

Plusieurs se sont accrochés, dont M. Piotte, à l'idée de Jacques Parizeau pour qui, dans le budget Campeau, il ne s'agissait pas du déficit zéro puisque l'objectif financier pour 1997-98 prévoyait un déficit de 80 millions pour des dépenses d'infrastructure. Pour les services publics et les conditions de travail des salariés des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, un tel objectif constitue dans les faits un déficit zéro parce que les dépenses courantes de ces services, y compris les salaires, devront s'équilibrer avec les rentrées fiscales, puisqu'elles ne sont pas considérées comme des dépenses d'infrastructure.

L'une des constats faites par les organisations populaires et syndicales à l'issue de la Conférence de Québec est la nécessité de resserrer les liens dans la préparation de la seconde ren-

contre. Cela se traduira par la préparation conjointe, par les trois organisations syndicales, d'un cadre stratégique sur l'emploi et la tenue d'un Forum de la solidarité sociale.

Jamais la CEQ, la CSN et la FTQ n'avaient été capables d'aller aussi loin dans leur vision commune d'une stratégie d'emploi dans un document rendu public le 25 octobre 1996 et intitulé *Pour une forte réduction du taux de chômage 1997-2002*. Ce travail présente un pas important puisqu'il s'agit d'une formulation préliminaire mais très concrète d'une politique de l'emploi. Il mériterait d'ailleurs d'être actualisé et mieux diffusé au moment où on nous annonce une possibilité de ralentissement économique. Quant au Forum de la solidarité sociale, il permet de bien mesurer les différences de sensibilité sur les questions d'emploi et de redistribution de la richesse. On le voit, contrairement à ce qui est avancé, la préparation au sommet a été un moment intense de débats au sein des organisations syndicales et populaires et entre elles. A chaque étape, les instances de la CSN, dont le Congrès de mai 1996, ont été saisies de l'avancement des travaux.

Il est clair que, lors de la seconde rencontre, il y a eu des approches stratégiques différentes. C'est le débat entourant la clause d'appauvrissement zéro qui l'illustre le mieux. Les

trois centrales, avec la majorité des représentants communautaires, ont préféré aller chercher une protection pour ce que le jargon bureaucratique appelle les «inaptes au travail», près de 180 000 personnes, plutôt que de ne rien obtenir du tout. Contrairement à ce que laisse entendre le «Post-scriptum», cette concession du gouvernement n'a pas été facile à obtenir. Cela ne règle pas tout, c'est pourquoi il faut poursuivre la bataille pour une véritable politique contre la pauvreté. C'est d'ailleurs le sens des Etats généraux de la CSN, qui se sont tenus en mars dernier sur le thème «la richesse, ça se partage».

Quel bilan faire de ces rencontres? Peut-on dire aujourd'hui que l'accord syndical sur le déficit zéro pour l'an 2000 nous a permis d'atteindre les résultats recherchés? A l'occasion de cet accord, nous visions à nous donner le temps et les moyens d'infléchir les politiques budgétaires du côté de revenus additionnels et d'un effort collectif plus équitable dans le redressement des finances publiques. Sur ce point, force est de constater que nous n'avons pas atteint les résultats recherchés. D'ailleurs, la CSN s'est effectivement dissociée de l'objectif en mars 1997. Mais est-ce que cela veut dire qu'il ne fallait pas tenter le coup?

D'autant plus qu'il y a eu des gains du côté de l'emploi, insuffisamment

exploités selon moi par les milieux syndicaux et populaires. Mentionnons, entre autres, la Déclaration officielle en faveur de l'emploi, l'amendement à la Loi des normes du travail pour réduire la semaine de travail de 44 à 40 heures; la reconnaissance de l'économie sociale comme secteur de développement d'emplois, mais surtout l'accord sur l'objectif de rattraper et de dépasser au cours des trois prochaines années le taux de création d'emplois au Canada dans la perspective de réduire l'écart entre le taux de chômage du Québec par rapport à celui du Canada. La campagne électorale qui s'annonce, sera un moment privilégié pour demander des comptes au gouvernement sortant sur les résultats obtenus et d'interpeller les partis politiques en présence à partir d'objectifs d'emplois convenus entre l'ensemble des acteurs sociaux.

M. Piotte a tout à fait raison de dire à propos des personnes représentées et de la base que «les dirigeants n'ont jamais raison contre ou sans eux». S'ils sont élus pour les représenter, ils le sont aussi pour suggérer des pistes et des orientations pour faire avancer leurs conditions de travail et de vie. Cela veut dire prendre ses responsabilités. Dans l'action syndicale, la fuite donne des résultats plus néfastes que l'engagement et la participation aux batailles sociales et politiques.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (régions), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Franceur (environnement), Judith Lachapelle, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Brian Myles (politique municipale), Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Clément Trudel (relations de travail), Serge Trudon (questions urbaines), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duchesne et Christine Dumazet (rélecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (arts visuels et théâtre), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Louise Leduc (musique), Jean-Pierre Legault, Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dauterive, Benoît Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique : Pierre O'Neill, Manon Cornéliier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Drouin et Gilles Lessage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive : Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (comités). La documentation : Gilles Paré (directeur), Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Alexandre Leduc (publicitaires); Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Françoise Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arseneault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briën (responsable), Evelyn Labonté (responsable de la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Pour mieux reconnaître les produits santé

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Un important groupe de pression de l'industrie alimentaire canadienne veut faire modifier la Loi sur les aliments et les produits pharmaceutiques, afin que les étiquettes de certains produits puissent indiquer les bénéfices qu'ils comportent pour la santé.

Les producteurs laitiers pourraient ainsi expliquer les liens qui existent entre le calcium, les os et l'ostéoporose, et les producteurs de fruits, de légumes et de céréales pourraient indiquer que leurs aliments aident à réduire les risques d'affections des artères coronaires et de cancer.

Ce genre de pratique est autorisé aux États-Unis, mais il est encore interdit au Canada.

La direction générale de la protection de la santé du ministère fédéral de la Santé tient actuellement une série de consultations publiques afin d'amender plus d'une douzaine de règlements ayant trait aux aliments et aux produits pharmaceutiques. Certains de ces règlements datent du siècle dernier.

La série de consultations publiques a débuté à Halifax et a ensuite fait halte à Winnipeg, Vancouver, Ottawa et Montréal. Les deux dernières rencontres auront lieu mercredi et jeudi à Toronto.

Ian Shugart, ministre adjoint responsable des consultations, explique que l'étiquetage se situe dans un plan d'ensemble de la santé. Les politiques qui seront adoptées, dit-il, devront protéger la population contre les prétentions frauduleuses et mensongères.

Le groupe de pression bénéficie de l'appui de plusieurs organismes de santé. C'est le cas de l'Alliance pour l'acide folique, dont l'objectif est de s'assurer que toutes les femmes ont suffisamment d'acide folique dans leur régime alimentaire.

L'acide folique réduirait le risque de mettre au monde un enfant atteint de certaines maladies telles que la spina-bifida, et qu'il serait très efficace lorsque les femmes en absorbent une quantité importante avant de devenir enceintes. Au Canada, les producteurs de farine ont ajouté récemment de l'acide folique dans leurs produits, mais ils n'ont pas été autorisés à annoncer ce changement.

Certains produits tels que les légumes à feuilles vertes, les lentilles et les oranges contiennent naturellement de l'acide folique, mais les Américains et les Britanniques l'ont intégré à des produits d'usage courant tels que le pain et les pâtes alimentaires, afin de tenter de réduire les malformations congénitales.

Les consultations publiques s'intéressent également aux mesures prises par le ministère de la Santé, notamment en ce qui a trait aux facteurs de risques et aux programmes de protection de la santé. Le rapport devrait être rendu public au printemps, dit M. Shugart.

La direction générale de la protection de la santé a été au cœur de plusieurs controverses ces dernières années. Elle a notamment été tenue responsable de la mise en marché d'implants mammaires défectueux, et on lui a reproché de ne pas avoir su éviter le scandale du sang contaminé.

Plusieurs participants aux consultations publiques ont dit craindre que le gouvernement ne poursuive la déréglementation et la privatisation des aliments et des produits pharmaceutiques. La Coalition canadienne des soins de santé a accusé le gouvernement de vouloir se dégager de toute responsabilité criminelle pour les torts causés par des aliments ou des produits pharmaceutiques non sécuritaires.

«C'est insensé, proteste M. Shugart. Le but est de tirer des leçons de la tragédie du sang contaminé et de rendre le système plus fiable et plus transparent.»

Hitler en couleurs

Bonn (AFP) — Des films en couleur sur les déplacements d'Adolf Hitler ont été retrouvés aux États-Unis, cinquante ans après la chute du III^e Reich, rapporte l'hebdomadaire *Der Spiegel* d'aujourd'hui. Ces films ont été tournés avec une caméra 16 mm à partir de 1933 par le pilote en chef des quelque 30 appareils affrétés pour les déplacements des dirigeants nazis, Hans Baur, et ont été conservés dans le Tennessee par un ancien officier américain, Herbert St. Goar, selon le magazine.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par *Le Devoir Inc.*, dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SANTÉ

SUIITE DE LA PAGE 1

convaincu de ça du tout. Je me suis senti coincé.»

Néanmoins, les Québécois sont d'avis que tout n'a pas été dit sur l'état de notre système de santé et que la campagne électorale sera l'occasion privilégiée de poursuivre le débat. C'est même l'un des thèmes qu'ils voudraient que les partis abordent, immédiatement après la création d'emplois et avant la pauvreté, la qualité de vie des personnes âgées, la langue et la sécurité publique.

D'ailleurs, ce sondage tend à démontrer que les électeurs jugeront à partir du contenu plutôt que sur la forme: 84,2 % accorderont plus d'importance aux programmes des partis; 77,5 % aux chefs; 74,5 % aux équipes électorales et 68,7 % au candidat de leur circonscription. À travers ces données, l'on observe toutefois une variable intéressante, en ce que les électeurs libéraux sont plus portés que les partisans péquistes à se dire influencés d'abord par la per-

sonnalité du chef que par la qualité du programme.

Après cette campagne, de nouveaux enjeux se définiront et c'est précisément ce que les questions des sondages voulaient mettre en lumière. Quel est le moyen le plus efficace dont disposent les gouvernements pour créer des emplois? 53,7 % ont cité la baisse des taxes, 27 % ont suggéré l'aide aux entreprises et 7,4 % ont opté pour une augmentation du nombre d'employés de la fonction publique.

Pour réaliser cette étude d'opinion publique, la maison Sondagem a effectué 905 entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon représentatif de la population du Québec. L'échantillon probabiliste stratifié non proportionnel a été tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels, par la méthode du hasard systématique. Avec un taux de réponses de 63,1 %, la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage s'établit à plus ou moins 3,3 %, 19 fois sur 20.



Paul-Émile Borduas et Jean-Paul Riopelle.



ARCHIVES LE DEVOIR

AUTOMATISTES

«Si l'on parle aujourd'hui beaucoup plus du groupe Cobra que des automatistes, c'est parce que les institutions belges et hollandaises ont joué leur rôle»

SUIITE DE LA PAGE 1

dré Breton furent décevants. «Les plus jeunes, on les mettait au bout de la table et on devait particulièrement écouter. [...] Lorsqu'on revenait la semaine suivante, tout était réglé. On n'avait rien à dire.»

«Je croyais qu'à Paris tout le monde parlait avec tout le monde», ajoute Marcel Barbeau. Le peintre a vite déchanté. Cela ne l'a pas empêché de flamber sa bourse en San- cerre et en Pouilly fumé. «Paris, pour moi, c'étaient les grands vins blancs.»

Plus sérieusement, Barbeau souligne l'importance de la ville dans son œuvre. «Paris a un côté magique que New York n'aura jamais. À Paris, les rues vont dans tous les sens. [...] Ça a beaucoup influencé ma peinture.»

Dans les années 40, la poétesse Thérèse Renaud s'était inscrite au conservatoire. Les professeurs étaient des «frustrés». «J'étais venue pour faire du théâtre. Je n'ai pas fait de théâtre, mais un gosse... Et je suis très fière de ça», dit-elle en éclatant de rire.

Sur la misère des débuts — les enfants de Riopelle ont dormi dans des caisses d'oranges, dit la légende —, elle fait remarquer que Paris, «pour nous, Montréalais rejetons de familles bourgeoises, c'était la misère. Mais ce n'était pas la misère d'aujourd'hui. [...] C'était une pauvreté joyeuse. On s'achetait du gros pinard et on avait du plaisir.»

Le peintre Marcelle Ferron sera même embêtée par la police pour avoir hébergé des réfugiés. Retenue à Montréal pour des raisons de santé, elle a tenu à souligner que «le Québec de l'époque n'était pas une dictature féroce. [...] Ce n'était pas si pire qu'on l'a dit. On pouvait s'exprimer. On avait le droit de comploter.»

Lise Gauvin souligne d'ailleurs que, comparativement à ce qui se passait à Paris, le groupe de *Refus global* se carac-

térisait par la forte présence des femmes et le rôle qu'elles y jouaient.

L'une d'elles, la chorégraphe Jeanne Renaud, s'est souvenue de ce spectacle dont Riopelle a fait le décor en projetant des diapositives qu'il avait lui-même réalisées. Jugant le résultat un peu moche, il s'arracha des bouts de tignasse et les colla sur les diapos. La chaleur faisait bouger les cheveux. «Je me demandais si j'avais toujours besoin de danser.» La chorégraphe est fascinée par la danse qui se pratique aujourd'hui au Québec. «Un beau cadeau!»

Certains, comme Leduc, Barbeau et Renaud, sont restés à Paris. D'autres sont rentrés, comme Borduas, pour retrouver «la plus belle lumière du monde», à Saint-Hilaire.

Les automatistes continuent d'être assimilés à la lumière du Nord. Malgré leur ancrage parisien, ils sont restés des peintres canadiens, dit Harry Bellet. «Paris n'intègre pas les groupes, mais les individus.» L'un des rares à s'être totalement intégrés fut Riopelle, qui connut un succès rapide.

Et l'exil dans tout ça? «Le véritable exil, ce ne sont pas les distances, dit Marcel Barbeau. En dix ans à Saint-Iréné, les gens venaient me voir, mais ne me parlaient jamais de ma peinture. Les distances n'existent plus, ce sont les êtres qui existent.»

Contrairement à ce qu'on a pu laisser entendre, l'exposition a eu un écho dans des médias qui comptent. *Libération* lui a consacré une demi-page et *Le Monde* prévoit lui aussi un article. À l'heure où l'on s'interroge à Montréal sur l'utilité de ce genre d'événements, Harry Bellet est catégorique: «Si l'on parle aujourd'hui beaucoup plus du groupe Cobra que des automatistes, c'est parce que les institutions belges et hollandaises ont joué leur rôle.» Les canadiennes, elles, ont souvent été absentes.

PROFESSEURS

«Les professeurs ne réalisent pas à quel point leur propre négligence est porteuse de conflit»

SUIITE DE LA PAGE 1

de recherche. «Il y a présentement un gaspillage de talents et de compétences que le Québec n'a pas les moyens de s'offrir», souligne le président de la FQPU, Roch Denis.

La FQPU vient de terminer une étude intitulée *Le phénomène de la précarité et la question des chargés de cours à l'Université*. Le document survient dans un contexte financier difficile, qui a entraîné la mise à pied de près de 1000 professeurs au cours des quatre dernières années. Leur nombre est passé de 9050 en 1994-95 à 8138 en 1997-98.

Ce contexte a aussi conduit les universités à recourir comme jamais aux chargés de cours, qui coûtent beaucoup moins cher, sont payés par charge de cours de 45 heures et n'ont pas de sécurité d'emploi. Les chargés de cours dispensent environ 40 % des cours de premier cycle; dans certaines universités, le pourcentage atteint 60 %.

Le document de la FQPU constitue également une réponse tardive à la position des chargés de cours eux-mêmes, exprimée l'hiver dernier. Le syndicat des 7000 chargés de cours, affilié à la CSN y demandait un accroissement de la tâche de ses membres. Il réclamait aussi des contrats plus stables, pouvant s'échelonner sur deux ou trois ans.

Dans cette optique, les chargés de cours de l'université Laval viennent d'obtenir la possibilité d'embauches «à part de temps», qui garantissent un minimum d'heures de

cours pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans.

La Fédération des professeurs avait mal réagi à ce qu'elle associait à plus ou moins long terme à une consécration des enseignants à statut précaire. Elle avait aussi mal réagi aux accusations des chargés de cours qui déploreraient que les nouveaux programmes découlaient trop souvent des intérêts des professeurs et pas assez souvent de ceux des étudiants.

Se posant ensuite en défenseurs des intérêts des étudiants, les chargés de cours réclamaient une voix dans l'élaboration des nouveaux programmes.

La Fédération des professeurs ne voit pas d'un bon œil l'accroissement de la tâche des chargés de cours parce qu'à long terme, cela compromettrait l'embauche de nouveaux professeurs, seule avenue susceptible, selon elle, de garantir la qualité de l'institution universitaire.

Le document que vient de publier la Fédération des professeurs n'atténuera d'ailleurs pas nécessairement les tensions entre les deux groupes, du moins si l'on en juge par les réactions de la présidente du Syndicat des chargés de cours, Marie-Claire Chouinard.

Cette dernière est tout à fait d'accord avec la suggestion d'ouvrir des filières d'accès pour les chargés de cours. Mais elle ne voit pas pourquoi, parallèlement, les chargés de cours ne tenteraient pas d'améliorer leurs conditions de travail.

Marie-Claire Chouinard dénonce le silence des professeurs sur les raisons qui rendent la vie si difficile aux char-

LA SITUATION DANS LES HÔPITAUX (%)

Diriez-vous que vous êtes très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas du tout satisfait de la manière dont le gouvernement Bouchard s'est acquitté de ses responsabilités concernant...

	Très	Assez	Peu	Pas du tout	Ne sais pas	Pas de rép.
La réforme de la santé	7,6	29,5	27,4	32,8	2,5	0,1

Feriez-vous davantage confiance à un gouvernement dirigé par Lucien Bouchard ou à un gouvernement dirigé par Jean Charest pour améliorer le système de santé au Québec?

Lucien Bouchard	34,4
Jean Charest	33,1
Les deux	2,4
Ni l'un ni l'autre	19,2
Pas de réponse	10,6

Sondage Sondagem, Le Devoir, CKAC.

CHAREST

SUIITE DE LA PAGE 1

ser et M. Jean Chrétien devra répondre de ses déclarations.»

Le chef libéral n'a pas voulu convenir que les propos de M. Chrétien pourraient nuire à sa campagne. Il a préféré s'en remettre «au bon jugement des Québécois». Dans une entrevue accordée à un quotidien, M. Chrétien, affirmait samedi que «la liste des demandes traditionnelles du Québec a été remplie.»

«La population du Québec connaît M. Chrétien, a-t-il souligné, et elle est capable de faire la part des choses surtout à la veille d'une élection alors que les enjeux doivent être centrés sur l'économie, l'emploi et le système de santé.»

Selon lui, la porte de sortie utilisée par le gouvernement fédéral dans le dossier constitutionnel lui a été offerte par Lucien Bouchard.

M. Charest n'a pas carrément suggéré aux libéraux fédéraux de ne pas se mêler de cette élection. Il a simplement affirmé sa ferme intention de mener sa propre campagne sans rechercher l'appui des fédéraux et des autres.

«Le PLQ, a-t-il dit, ne compte que sur lui-même. Il n'est pas question de chercher à se faire ni des adversaires ni des alliés à l'extérieur du Québec.»

Le chef libéral a profité de son allocution devant ses partisans pour attaquer le programme péquiste présenté la veille à Montréal par le premier ministre Lucien Bouchard et pour se moquer du message péquiste qui parle de confiance à son chef et à son gouvernement «quand on sait ce qu'il a fait dans la santé.»

«On a un parti politique qui n'a rien à dire sur l'avenir du Québec, a-t-il affirmé. Son seul engagement c'est celui de tenir une élection.»

M. Charest voit dans le discours péquiste un retour aux campagnes où on tentait de faire peur aux électeurs. «Faisons attention aux campagnes de peur, a-t-il dit, ce n'est pas la première fois au Québec que l'on essaie de nous faire peur surtout quand on est à court d'idées et que l'on n'a rien à proposer.»

«On nous dit de leur faire confiance, a ajouté le chef libéral. Ce slogan ne me surprend pas puisque M. Bouchard est entouré d'un conseiller, Jean-François Lisée, l'auteur de deux ouvrages, *Le Tricheur* et *Le Naufrageur* et qui serait en train d'en préparer un autre sur son nouveau patron intitulé *Le Bonhomme sept heures*.»

Reprise des discussions entre Volvo et ses employés

Halifax (PC) — Les travailleurs qui bloquaient l'entrée d'une usine de montage de Volvo, à Halifax, dans l'espoir de forcer la direction à leur offrir de meilleures indemnités de licenciement, ont rencontré les dirigeants de l'entreprise hier pour la première fois depuis le début de leurs moyens de pression. «Nous nous parlons, c'est une bonne chose», a commenté le porte-parole du syndicat, Steve Eddy.

Pendant la rencontre, une centaine de travailleurs ont maintenu le barrage dressé devant la principale porte de l'usine. Les ouvriers veulent que le constructeur suédois, qui a annoncé qu'il fermera son usine de Halifax le 18 décembre, bonifie son offre d'indemnisation aux 223 employés mis à pied. Un pique-nique auquel étaient invités des membres des familles des protestataires avait été organisé par le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile.

Comme indemnités de licenciement, la compagnie a offert deux semaines de salaire par année d'ancienneté, jusqu'à un maximum de 40 semaines et 35 000 \$. Les employés qui choisissent de recevoir leur indemnité sous forme de montant forfaitaire, plutôt que des paiements mensuels, n'auront plus droit au régime d'assurance-maladie de la compagnie. Aucun programme de retraite anticipée n'a été offert aux travailleurs âgés de plus de 50 ans.